



COMPLEMENT  
DES  
STATUTS REFONDUS  
DE LA  
PROVINCE DE QUÉBEC.  
TITRE I.

DISPOSITIONS DIVERSES

DES STATUTS.

22 VICTORIA, CHAPITRE 29. (CANADA.)

ACTE RELATIF AUX STATUTS REFONDUS DU CANADA.

[Sanctionné le 4 mai, 1859.]

**C**ONSIDÉRANT qu'il a été jugé expédient de reviser, Preamble.  
classifier et refondre les statuts publics et généraux  
qui s'appliquent à toute la province du Canada; et consi-  
dérant que cette révision, cette classification et cette refonte  
ont été faites en conséquence; et considérant qu'il est  
expédient de pourvoir à ce que les statuts publics et géné-  
raux passés durant la présente session, en tant qu'ils s'ap-  
pliquent à toute la province, soient incorporés dans les  
premiers, et de donner l'effet de la loi au corps des statuts  
refondus résultant de telle incorporation; À ces causes,  
Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement du conseil  
législatif et de l'assemblée législative du Canada, décrète  
ce qui suit :

I. Le rôle imprimé, attesté comme étant celui des dits Le rôle origi-  
nal des sta-  
tuts revisés,  
etc., sera cer-  
tifié et déposé  
statuts ainsi revisés, classifiés et refondus comme susdit,  
par la signature de son excellence le gouverneur général,  
celle du greffier du conseil législatif et celle du greffier de

Notes margi-  
nales et fautes  
typographi-  
ques, etc.

l'assemblée législative, et déposé au bureau du greffier du conseil législatif, sera réputé en être l'original, et renfermer les différents actes et parties d'actes mentionnés comme étant abrogés dans la cédule A y annexée ; mais les notes marginales sur ce rôle, et les renvois à des dispositions antérieures au bas des différentes sections ne forment pas partie des dits statuts, et seront réputés y avoir été insérés seulement dans le but de pouvoir y référer plus facilement, et pourront être omis ou corrigés, et toute faute typographique ou toute erreur cléricale dans le dit rôle pourra aussi être corrigée,—dans le rôle ci-dessous mentionné.

Le gouver-  
neur pourra  
faire incorpo-  
rer les lois de  
cette session  
dans les sta-  
tuts refondus.

**2.** Le gouverneur pourra faire choix des actes et des parties d'actes passés durant la présente session, qu'il pourra juger à propos d'incorporer dans les statuts insérés dans le rôle en premier lieu mentionné, et pourra les y faire incorporer, adaptant leur forme et leur langage à ceux des dits statuts, (mais sans en changer l'effet,) les insérant à la place qui leur convient dans les dits statuts, biffant de ces derniers toutes dispositions abrogées par celles qui sont ainsi incorporées ou qui leur sont incompatibles, modifiant le numérotage des chapitres et des sections, si besoin en est, et ajoutant à la dite cédule A une liste des actes et des parties d'actes de la présente session qui seront incorporés en la manière mentionnée plus haut ; et le gouverneur pourra ordonner que toutes les sommes de deniers exprimées dans le dit rôle en courant d'Halifax, soient converties en piastres et en centins, dans tous les cas où la chose peut se faire sans inconvénient.

Le rôle certi-  
fié renfer-  
mant les lois  
de la présente  
session sera  
déposé et en  
sera l'origi-  
nal.

**3.** Aussitôt que l'incorporation de ces actes et parties d'actes dans les dits statuts, et que l'addition à la dite cédule A auront été terminés, le gouverneur pourra en faire déposer un rôle correct, imprimé et attesté par sa signature et contresigné par le secrétaire provincial, au bureau du greffier du conseil législatif, et ce rôle en sera censé être l'original, et renfermer les différents actes et parties d'actes indiqués comme abrogés dans la cédule A amendée et y annexée ; mais les notes marginales, et les renvois à des dispositions antérieures qui pourront s'y trouver seront réputés ne pas former partie des dits statuts et y avoir été insérés seulement dans le but de pouvoir y référer plus facilement.

Proclamation  
annonçant  
que les statuts  
seront en vi-  
gueur à un  
jour fixé.

**4.** Le gouverneur en conseil, après que le rôle en dernier lieu mentionné aura été ainsi déposé, pourra, par proclamation, déclarer le jour auquel et à compter duquel il aura force de loi sous la désignation de "Statuts Refondus du Canada."

5. Le, depuis et après tel jour, ce rôle aura en conséquence force de loi sous la désignation de "Statuts Refondus du Canada," tout comme s'il était expressément incorporé dans le présent acte, et s'il y était décrété qu'il aura force de loi le, depuis et après ce jour ; et le, depuis et après ce jour, toutes les dispositions contenues dans les différents actes et parties d'actes mentionnés comme abrogés dans la cédule A amendée, seront abrogés, —sauf tel que ci-dessous prescrit.

A compter de ce jour ils seront en force, et les dispositions des actes portées dans la cédule A, seront abrogées.

Exception.

6. L'abrogation des dits actes et parties d'actes ne remettra en vigueur aucun acte ou aucune disposition de la loi qu'ils révoquent ; et la dite abrogation n'invalidera pas l'effet d'aucune clause conservatoire dans les dits actes ou parties d'actes, ni n'empêchera qu'aucun des dits actes et parties d'actes ou qu'aucun acte ou qu'aucune disposition de la loi ci-devant en vigueur, ne s'applique à quelque transaction, matière ou chose antérieure à la dite abrogation, à laquelle il s'appliquerait autrement.

Sauf quant aux transactions, etc., antérieures à l'abrogation.

7. L'abrogation des dits actes et parties d'actes n'invalidera :

Certaines choses antérieures à l'abrogation ne devront pas être affectées.

1. Aucune pénalité, forfaiture ou responsabilité, au civil ou au criminel, encourue avant l'époque de telle abrogation, ni les procédures adoptées, prises, terminées ou pendantes dans le but d'en obtenir la mise à exécution, à l'époque de telle abrogation ;

Pénalités, etc.

2. Ni aucun acte d'accusation, aucune dénonciation, conviction, sentence ou poursuite, commencé, fait, terminé ou pendant à l'époque de telle abrogation ;

Actes d'accusation, etc.

3. Ni aucune action, poursuite, jugement, décret, certificat, exécution, mandat, ordre, règle ou toute autre procédure, matière ou chose quelconque à cet égard, commencé, intenté, fait, entré, accordé, terminé, pendant, existant, ou en vigueur à l'époque de telle abrogation ;

Actions, etc.

4. Ni aucun acte, contrat, droit, titre, intérêt, octroi, garantie, succession, testament, enregistrement, contrat, privilège, charge, matière ou chose, fait, accompli, acquis, établi ou existant à l'époque de telle abrogation ;

Actes, titres, droits, etc.

5. Ni aucun office, aucune nomination, commission, salaire, allocation, cautionnement, devoir, ou autre matière ou chose en dépendant, à l'époque de telle abrogation ;

Offices, etc.

6. Ni aucun mariage, certificat ou enregistrement de mariage, légalement fait, obtenu, octroyé ou existant avant ou à l'époque de telle abrogation ;

Mariages, etc.

Et autres choses, etc.

7. Et la dite abrogation n'aura pas non plus l'effet d'annuler, troubler, invalider, ou affecter d'une manière préjudiciable toute autre matière ou chose que ce soit, commencée, faite, complétée, existante ou pendante à l'époque de telle abrogation,—

Mais elles continueront d'être valides, etc.

8. Mais tels

Pénalité, forfaiture et responsabilité, et tel

Acte d'accusation, dénonciation, conviction, sentence ou poursuite, et telle

Action, poursuite, jugement, décret, certificat, exécution, ordre, règle, procédure, matière ou chose, et tel

Acte, droit, titre, intérêt, octroi, garantie, succession, testament, enregistrement, contrat, privilège, charge, matière ou chose, et tel

Office, nomination, commission, salaire, allocation, cautionnement et devoir, et tel

Mariage, certificat et enregistrement, et chaque telle autre matière et chose, et leur force et effet respectivement,

Et pourront être mises en vigueur, etc., et en vertu de quelles lois.

Pourront continuer et continueront, tant en loi qu'en équité, de même que si telle abrogation n'eût pas eu lieu, et, en tant que la chose sera nécessaire, pourront être continués, poursuivis, mis à exécution et terminés sous l'autorité des dits statuts refondus et des autres statuts et lois en vigueur en cette province, en autant qu'ils peuvent s'y appliquer, et sujet aux dispositions des dits différents statuts et lois.

Statuts refondus ne seront pas considérés comme lois nouvelles.

8. Les statuts refondus susdits ne seront pas censés opérer comme lois nouvelles, mais ils seront interprétés et auront force de loi comme une refonte et comme déclaratoires de la loi telle qu'elle se trouve dans les dits actes et parties d'actes ainsi abrogés, et que les dits statuts refondus remplacent.

Comment interprétés quand ils différeront de ceux abrogés.

9. Mais si, sur quelque point, les dispositions des dits statuts refondus ne sont pas effectivement les mêmes que celles des actes et parties d'actes abrogés et auxquelles ils sont substitués, alors, en ce qui regarde toutes les transactions, matières et choses subséquentes à l'époque où ces dits statuts entreront en force, leurs dispositions prévaudront, mais quant à toutes les transactions, matières et

choses antérieures à cette époque, les dispositions des dits actes et parties d'actes abrogés prévaudront.

**10.** Tout renvoi dans quelqu'acte antérieur restant en force, ou dans tout instrument ou document, à quelque acte ou disposition ainsi abrogé, devra, après que les statuts refondus entreront en force, à l'égard de toutes transactions, matières ou choses subséquentes, être considéré comme renvoi aux dispositions des statuts refondus ayant le même effet que tel acte ou disposition abrogé.

*Renvois des actes abrogés dans les anciens actes, etc.*

**11.** L'insertion de tout acte dans la dite cédule A ne sera pas interprétée comme une déclaration que tel acte ou aucune partie de tel acte était ou n'était pas en force immédiatement avant la mise en vigueur des dits statuts refondus.

*Quant à l'effet de l'insertion d'un acte dans la cédule A.*

**12.** Des copies des dits statuts refondus imprimés par l'imprimeur de la reine sur le rôle amendé ainsi déposé, seront reçues comme preuve des dits statuts refondus dans toutes cours et places quelconques.

*Copies imprimées par l'imprimeur de la reine seront fol.*

**13.** L'acte d'interprétation contenu dans les dits statuts refondus s'appliquera à ces statuts ainsi qu'au présent acte,—et dans l'interprétation du présent acte, ou de tout acte formant partie des dits statuts, à moins qu'il ne soit autrement prescrit, ou qu'il ne se trouve quelque chose dans le contexte ou dans les autres dispositions qui indique un sens différent, ou qui demande une interprétation différente :

*Interprétation des dits statuts.*

1. Les dispositions de tel acte s'appliqueront à toute la province du Canada ;

*La Application des dispositions.*

2. La loi doit être considérée comme s'exprimant à tous les temps et chaque fois que quelque matière ou chose est exprimée au temps présent, elle doit être appliquée selon que les circonstances se présentent, de manière à ce que chaque acte et chaque partie d'acte puisse avoir un effet compatible avec son esprit, son intention et son sens véritables ;

*Interprétation de la loi.*

3. Chaque fois que par un acte quelconque, il est prescrit qu'une chose sera faite, l'obligation de l'accomplir sera sous-entendue ; mais lorsqu'il est dit qu'une chose pourra être faite, le pouvoir de l'accomplir sera facultatif ;

*Explication de certaines expressions.*

4. Chaque fois que l'expression " dans le présent, " est unifiée dans quelque section d'un acte, elle sera censée se rapporter à l'acte en entier, et non à cette section uniquement ;

*Dans le présent.*

Quorum.

5. Quand un acte quelconque, ou une chose doit être accompli par plus de deux personnes, la majorité de ces personnes pourront l'accomplir ;

Proclamation.

6. Le mot " proclamation " signifie proclamation sous le grand sceau, et l'expression " grand sceau " signifie le grand sceau de la Province du Canada ;

Proclamation.

7. Quand le gouverneur est autorisé à accomplir un acte quelconque par proclamation, la proclamation signifiera une proclamation lancée en vertu d'un ordre du gouverneur en conseil ;—mais il ne sera pas nécessaire de mentionner dans la proclamation qu'elle est lancée en vertu de tel ordre ;

Comté.

8. Le mot " comté " signifie deux comtés, ou plus, unis pour les fins auxquelles la disposition s'applique.

Quant aux versions anglaise et française.

14. Si les versions française et anglaise des dits statuts ne sont pas d'accord sur un point quelconque, la version qui sera la plus compatible avec les actes refondus dans les dits statuts, prévaudra.

Quant à la distribution des copies.

15. Les lois relatives à la distribution des copies imprimées des statuts ne s'appliqueront pas aux dits statuts refondus, mais ces statuts seront distribués en tel nombre et à telles personnes seulement, que le gouverneur en conseil pourra prescrire.

Le présent sera imprimé avec les statuts refondus.

16. Le présent acte sera imprimé avec les statuts refondus et sera sujet aux mêmes règles d'interprétation que les dits statuts refondus :—et tout chapitre des dits statuts pourra être cité et mentionné dans tout acte et procédure quelconque, au civil ou au criminel, soit sous son titre comme acte, ou sous son numéro comme chapitre dans les copies imprimées par l'imprimeur de la reine,—ou sous son titre abrégé.

Comment ils seront cités.

Le gouverneur pourra ordonner que certains actes impériaux, etc., soient imprimés avec les dits statuts.

17. Le gouverneur pourra ordonner que certains actes ou certaines parties d'actes du parlement impérial, proclamations, traités ou autres documents publics, dont il pourra faire choix comme étant d'un intérêt général pour le peuple de cette province, soient imprimés, attachés aux copies imprimées des dits statuts refondus et distribués en même temps.

## STATUTS REFONDUS POUR LE BAS-CANADA, CHAPITRE 1.

ACTE RELATIF AUX STATUTS REFONDUS POUR LE BAS  
CANADA.

[Sanctionné le 19 mai, 1860.]

**C**ONSIDÉRANT qu'il a été jugé expédient de reviser, Preamble.  
classifier et refondre les statuts publics et généraux qui  
s'appliquent exclusivement au Bas Canada, y compris  
tous ceux passés par la législature de la ci-devant pro-  
vince du Bas Canada—et de Québec, que ceux passés par le  
parlement du Canada, et considérant que cette révision,  
cette classification et cette refonte ont été faites en consé-  
quence ; et considérant qu'il est expédient de pourvoir à  
ce que les statuts publics et généraux passés durant la  
présente session, 1860, en tant qu'ils s'appliquent au Bas  
Canada exclusivement, y soient incorporés, et de donner  
l'effet de la loi au corps des statuts refondus résul-  
tant de telle incorporation ; À ces causes, Sa Majesté, par  
et de l'avis et du consentement du conseil législatif et de  
l'assemblée législative du Canada, décrète ce qui suit :

1. Le rôle imprimé, attesté comme étant celui des dits L'original du rôle des statuts revisés, etc., sera certifié et déposé.  
statuts ainsi revisés, classifiés et refondus comme susdit,  
par la signature de son excellence le gouverneur général,  
celle du greffier du conseil législatif, et celle du greffier  
de l'assemblée législative, et déposé au bureau du greffier  
du conseil législatif, sera réputé en être l'original, et ren-  
fermer les différents actes et parties d'actes mentionnés  
comme étant abrogés dans la cédule A y annexée, qui  
étaient en vigueur au commencement de la présente ses-  
sion ; mais les notes marginales sur ce rôle, et les renvois à  
des dispositions antérieures au bas des différentes sections,  
ne forment pas partie des dits statuts, et seront réputés y  
avoir été insérés seulement dans le but de pouvoir y référer  
plus facilement, et pourront être omis ou corrigés, et  
toute faute typographique ou toute erreur de commission  
ou d'omission dans le dit rôle pourra aussi être corrigée,  
dans le rôle ci-dessous mentionné, de manière que ce der-  
nier rôle puisse véritablement renfermer les actes et par-  
ties d'actes amendés par les dits actes de la présente  
session. 23 V., c. 56, s. 1.

Notes marginales et fautes typographiques, etc.

2. Le gouverneur pourra faire choix des actes et des Le gouver-  
neur pourra  
faire incorpo-  
rer les lois de  
la session de  
1860 dans le  
dit rôle avec  
les statuts.  
parties d'actes passés durant la présente session, qu'il  
pourra juger à propos d'incorporer dans les statuts insérés  
au rôle en premier lieu mentionné, et pourra les y faire  
incorporer par le greffier en loi de l'assemblée législative,  
adaptant leur forme et leur langage à ceux des dits sta-  
tuts, (mais sans en changer l'effet,) les insérant à la place

qui leur convient dans les dits statuts, biffant de ces derniers toutes dispositions abrogées par celles qui sont ainsi incorporées ou qui leur sont incompatibles, modifiant le numérotage ou l'ordre des chapitres et des sections, si besoin en est, et ajoutant à la dite cédule A une liste des actes et parties d'actes de la présente session qui seront incorporés en la manière mentionnée plus haut. 23 V. c. 56, s. 2.

Le rôle certifié renfermant les lois de la session de 1880 sera déposé et servira comme l'original.

3. Aussitôt que l'incorporation des actes et des parties d'actes dans les dits statuts, et que l'addition à la dite cédule A, auront été terminées, le gouverneur pourra en faire déposer un rôle correct, imprimé et attesté par sa signature et contresigné par le secrétaire provincial, au bureau du greffier du conseil législatif, et ce rôle en sera censé être l'original, et renfermer les différents actes et parties d'actes indiqués comme abrogés dans la cédule A amendée et y annexée, qui étaient en vigueur quand le dit rôle a été fait; mais les notes marginales, et les renvois à des dispositions antérieurs qui s'y trouvent, seront réputés ne pas former partie des dits statuts et y avoir été insérés seulement dans le but de pouvoir y référer plus facilement. 23 V. c. 56, s. 3.

Proclamation de la mise en vigueur des statuts à un certain jour.

4. Le gouverneur en conseil, après que le rôle en dernier lieu mentionné aura été ainsi déposé, pourra, par proclamation, déclarer le jour auquel et à compter duquel il aura force de loi sous la désignation de "Statuts refondus, pour le Bas Canada." 23 V., c. 56, s. 4.

A compter de ce jour-là, ils deviendront en force, et les lois qu'ils renferment seront révoquées.

5. Le, depuis et après tel jour, ce rôle aura en conséquence force de loi sous la désignation de "Statuts refondus pour le Bas Canada," tout comme s'il était expressément incorporé dans le présent acte, et s'il y était décrété qu'il aura force de loi le, depuis et après ce jour; et le, depuis et après ce jour, toutes les dispositions contenues dans les différents actes et parties d'actes mentionnés comme abrogés dans la cédule A amendée, seront abrogés, — sauf tel que ci-dessous prescrit. 23 V., c. 56, s. 5.

Exception.

Sauf quant aux transactions, etc., antérieures à la révocation.

6. L'abrogation des dits actes et parties d'actes ne remettra en vigueur aucun acte ou aucune disposition de la loi qu'ils révoquent; et la dite abrogation n'invalidera pas l'effet d'aucune clause conservatoire dans les dits actes et parties d'actes, ni n'empêchera qu'aucun des dits actes ou parties d'actes, ou qu'aucun acte ou qu'aucune disposition de la loi ci-devant en vigueur, ne s'applique à quelque transaction, matière ou chose antérieure à la dite abrogation, à laquelle ils s'appliqueraient autrement. 23 V., c. 56 s. 6



7. L'abrogation des dits actes et parties d'actes n'invalidera : Certaines choses antérieures à la révocation ne devront pas être invalidées.

1. Aucune pénalité, forfaiture ou responsabilité, au civil ou au criminel, encourue avant l'époque de telle abrogation, ni les procédures adoptées, prises, terminées ou pendantes dans le but d'en obtenir la mise à exécution, à l'époque de telle abrogation ; Amendes, etc.

2. Ni aucun acte d'accusation, aucune dénonciation, conviction, sentence ou poursuite, commencé, fait, terminé ou pendant à l'époque de telle abrogation ; Acte d'accusation, etc.

3. Ni aucune action, poursuite, jugement, décret, certificat, exécution, mandat, ordre, règle ou toute autre procédure, matière ou chose quelconque à cet égard, commencé, intenté, fait, entré, accordé, terminé, pendant, existant, ou en vigueur à l'époque de telle abrogation ; Actions, etc.

4. Ni aucun acte, contrat, droit, titre, intérêt, octroi, garantie, succession, testament, enregistrement, contrat, privilège, charge, matière ou chose, fait, accompli, acquis, établi ou existant à l'époque de telle abrogation ; Actes, titres, droits, etc.

5. Ni aucun office, aucune nomination, commission, salaire, allocation, cautionnement, devoir, ou autre matière ou chose en dépendant, à l'époque de telle abrogation ; Offices, etc.

6. Ni aucun mariage, certificat ou enregistrement de mariage, légalement fait, obtenu, octroyé ou existant avant ou à l'époque de telle abrogation ; Mariages, etc.

7. Et la dite abrogation n'aura pas non plus l'effet d'annuler, troubler, invalider, ou affecter d'une manière préjudiciable toute autre matière ou chose que ce soit, commencée, faite, complétée, existante ou pendante à l'époque de telle abrogation ; — Et autres choses, etc.

8. Mais telle

Amende, forfaiture et responsabilité, et tel

Mais elles continueront d'être valides etc.

Acte d'accusation, dénonciation, conviction, sentence ou poursuite, et telle

Action, poursuite, jugement, décret, certificat, exécution, ordre, règle, procédure, matière ou chose, et tel

Acte, droit, titre, intérêt, octroi, garantie, succession, testament, enregistrement, contrat, privilège, charge, matière ou chose, et tel

Office, nomination, commission, salaire, allocation, cautionnement et devoir, et tel

Mariage, certificat et enregistrement, et chaque telle autre matière et chose, et leur force et effet respectivement,

Et peuvent être mise en vigueur, etc., ou en vertu de quelles lois.

Pourront continuer et continueront de même que si telle abrogation n'eût pas eu lieu, et, en tant que la chose sera nécessaire, pourront être continués, poursuivis, mis à exécution et terminés sous l'autorité des dits statuts refondus et des autres statuts et lois en vigueur dans le Bas Canada, en autant qu'ils peuvent s'y appliquer, et sujet aux dispositions des dits différents statuts et lois. 23 V. c. 56, s. 7.

Statuts refondus ne seront pas considérés comme lois nouvelles.

8. Les statuts refondus susdits ne seront pas censés opérer comme lois nouvelles, mais ils seront interprétés et auront force de loi comme une refonte et comme déclaratoires de la loi telle qu'elle se trouve dans les dits actes et parties d'actes ainsi abrogés, et que les dits statuts refondus remplacent. 23 V., c. 56, s. 8.

Comment interprétés quand ils différeront des lois révoquées, etc.

9. Mais si, sur quelque point, les dispositions des dits statuts refondus ne sont pas effectivement les mêmes que celles des actes et parties d'actes abrogés et auxquels ils sont substitués, alors, en ce qui regarde toutes les transactions, matières et choses subséquentes à l'époque où ces dits statuts entrèrent en force, leurs dispositions prévaudront, mais quant à toutes les transactions, matières et choses antérieures à cette époque, les dispositions des dits actes et parties d'actes abrogés prévaudront. 23 V., c. 56, s. 9.

Quant aux renvois à des actes révoqués qui se trouvent dans les lois antérieures, etc.

10. Tout renvoi, dans quelque acte antérieur restant en force, ou dans tout instrument ou document, à quelque acte ou disposition ainsi abrogé, devra, après que les statuts refondus entrèrent en force, à l'égard de toutes transactions, matières ou choses subséquentes, être considéré comme renvoi aux dispositions des statuts refondus, ayant le même effet que tel acte ou disposition abrogé. 23 V., c. 56, s. 10.

Quant à l'effet de l'insertion d'un acte dans la cédule A.

11. L'insertion de tout acte dans la dite cédule A ne sera pas interprétée comme une déclaration que tel acte ou aucune partie de tel acte était ou n'était pas en force immédiatement avant la mise en vigueur des dits statuts refondus. 23 V., c. 56, s. 11.

Exemplaires imprimés par l'imprimeur de la reine seront foi.

12. Des copies des dits statuts refondus, imprimés par l'imprimeur de la reine, sur le rôle amendé ainsi déposé, seront reçues comme preuve des dits statuts refondus dans toutes cours et places quelconques. 23 V., c. 56, s. 12.

**13.** L'acte d'interprétation, contenu dans les statuts <sup>Interprétation des dits statuts.</sup> refondus du Canada, s'appliquera aux statuts refondus pour le Bas Canada, ainsi qu'au présent acte,—et dans l'interprétation du présent acte, ou tout acte formant partie des dits statuts, mentionnés en dernier lieu, à moins qu'il ne soit autrement prescrit, ou qu'il ne se trouve quelque chose dans le contexte ou dans les autres dispositions qui indique un sens différent, ou qui demande une interprétation différente :

1. Les dispositions de tel acte s'appliqueront à tout le <sup>Application des dispositions.</sup> Bas Canada ;

2. La loi doit être considérée comme s'exprimant à tous les temps et à chaque fois que quelque matière ou chose est exprimée au temps présent, elle doit être appliquée selon que les circonstances se présentent, de manière à ce que chaque acte et chaque partie d'acte puisse avoir un effet compatible avec son esprit, son intention et son sens ; <sup>Interprétation de la loi.</sup>

3. Chaque fois que, par un acte quelconque, il est prescrit qu'une chose sera faite, l'obligation de l'accomplir sera <sup>Explication de certaines expressions.</sup> sous-entendue ; mais lorsqu'il est dit qu'une chose pourra être faite, le pouvoir de l'accomplir sera facultatif ;

4. Chaque fois que l'expression " dans le présent, " est <sup>Dans le présent.</sup> usitée dans quelque section d'un acte, elle sera censée se rapporter à l'acte en entier, et non à cette section uniquement ;

5. Quand un acte quelconque, ou une chose doit être <sup>quorum.</sup> accompli par plus de deux personnes, la majorité de ces personnes pourra l'accomplir ;

6. Le mot " proclamation " signifie proclamation sous <sup>Proclamation.</sup> le grand sceau ; et l'expression " grand sceau " signifie le grand sceau de la province du Canada ;

7. Quand le gouverneur est autorisé à accomplir un acte <sup>Proclamation</sup> quelconque par proclamation, la proclamation signifiera une proclamation lancée en vertu d'un ordre du gouverneur en conseil ;—mais il ne sera pas nécessaire de mentionner dans la proclamation qu'elle est lancée en vertu de tel ordre ; mais cette disposition n'invalidera aucune proclamation lancée ci-devant par le gouverneur, laquelle continuera d'être valide, bien que n'étant pas revêtue du grand sceau ;

8. Le mot " comté " signifie deux comtés, ou plus, unis <sup>Comté.</sup> pour les fins auxquelles la disposition s'applique ;

Renvois aux chapitres et sections.

9. Lorsqu'il y a renvoi à un chapitre sous le numéro qu'il porte, sans plus ample désignation, alors c'est le chapitre des Statuts Refondus pour le Bas Canada, portant tel numéro, qui est indiqué;—et chaque fois qu'il y a renvoi à une section, sous le numéro qu'elle porte, sans plus ample désignation, alors c'est la section portant tel numéro dans le chapitre dans lequel le renvoi a lieu, qui est indiquée. 23 V., c. 56, s. 13.

Quant aux versions anglaise et française.

14. Si les versions française et anglaise des dits statuts ne sont pas d'accord sur un point quelconque, la version qui sera la plus compatible avec les actes refondus dans les dits statuts, prévaudra. 23 V., c. 56, s. 14.

Quant à la distribution des copies.

15. Les lois relatives à la distribution des copies imprimées des statuts ne s'appliqueront pas aux dits statuts refondus, mais ces statuts seront distribués en tel nombre et à telles personnes seulement que le gouverneur en conseil pourra prescrire. 23 V., c. 56, s. 15.

Le présent sera imprimé avec les statuts refondus.

16. Le présent acte sera imprimé avec les statuts refondus, et sera sujet aux mêmes règles d'interprétation que les dits statuts refondus;—et tout chapitre des dits statuts pourra être cité et mentionné dans tout acte et procédure quelconque, au civil ou au criminel, soit sous son titre comme acte, ou sous son numéro comme chapitre, dans les copies imprimées par l'imprimeur de la reine,—ou sous son titre abrégé. 23 V., c. 56, s. 16.

Comment ils seront cités.

### 31 VICTORIA, CHAPITRE 7. (QUÉBEC)

#### ACTE CONCERNANT L'INTERPRÉTATION DES STATUTS DE CETTE PROVINCE.

[Sanctionné le 24 février, 1868.]

SA Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE.—Ce chapitre est abrogé par l'acte 49-50 V., c. 95, s. 59, à l'exception de la section suivante qui demeure en vigueur comme suit :

Code civil et code de procédure civile font loi tels qu'imprimés et ne peuvent être affectés sans mention expresse des articles.

10. Le code civil du Bas Canada et le code de procédure civile du Bas Canada, tels qu'imprimés avant l'Union par l'imprimeur de la reine de la ci-devant province du Canada, ont été, et sont en force de loi dans cette province; et nul acte ou nulle disposition de la législature en aucune manière aura force à l'encontre de quelqu'article de l'un ou de l'autre des dits codes, à moins que tel article n'ait été spécialement désigné dans tel acte.

## 40 VICTORIA, CHAPITRE 27. (QUÉBEC.)

ACTE POUR AMENDER ET RAPPELER CERTAINS ACTES  
ET DISPOSITIONS Y MENTIONNÉS.

[Sanctionné le 28 décembre, 1876.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète par le présent relativement aux actes suivants de la Législature de Québec, passés dans les 38<sup>e</sup> et 39<sup>e</sup> années du règne de Sa Majesté, ce qui suit :

NOTE.—Les sections 1, 6, 8, 9 et 10 sont refondues.

La section 7 est abrogée par 46 V., c. 32, s. 362.

Les sections suivantes demeurent en vigueur comme suit :

2. Le premier paragraphe de la section soixante-et-quinzième de l'acte 38 Viet., formant le chapitre soixante-et-seizième, intitulé : " Acte pour amender et refondre l'acte d'incorporation de la cité des Trois-Rivières et les divers actes qui l'amendent " est par le présent abrogé, et le suivant lui est substitué, et se lira comme formant partie du dit paragraphe :

" 1. Pour permettre la vente de liqueurs spiritueuses, vineuses, alcooliques, ou enivrantes, sujet à toutes restrictions qui pourront être jugées nécessaires. "

Le quatrième paragraphe de la section 79 du dit acte en dernier lieu mentionné, est par le présent abrogé.

3. L'acte 38 Viet., chapitre soixante-dix-huitième, intitulé : " Acte pour amender le chapitre 53 de la 36<sup>ième</sup> Viet., intitulé : " Acte pour incorporer la corporation de la ville de Lachine. "

Tout ce qui, dans la section de cet acte permet au corps de police que cet acte permet d'établir, de faire observer toute loi fédérale ou provinciale ; ou, sans mandat, d'entrer de force dans toutes maisons, magasins, magasins d'épicerie, boutiques, tavernes ou autres endroits soupçonnés ou dans les cours ou autres endroits dans les limites de la dite ville, pour y arrêter toutes personnes qui y seront trouvées en contravention avec ces dispositions ; ou d'entrer de force dans toute taverne, hôtel ou boutique licenciée pour la vente des liqueurs spiritueuses, vineuses ou fermentées pour voir si les lois ou règlements y mentionnés, réglant la manière dont ces lieux seront tenus, quant à la vente de ces liqueurs, sont observés, et d'arrêter à vue toute personne enfreignant ces lois ou règlements

prohibant la vente des liqueurs vineuses, spiritueuses ou fermentées, sans licence; ou d'agir en cette qualité de corps de police ou de constables ailleurs que dans les limites de la dite ville, ou dans les cas de contravention aux dites lois, sauf et excepté aux dits règlements, sans autorisation spéciale à cette fin, est par le présent abrogé.

85 V., c. 79,  
(cité de Hull),  
s. 91, amendée.

4. Tout ce qui dans la quatre vingt-onzième section du chapitre soixante-dix-neuf de l'acte 38 Vict., intitulé : "Acte pour incorporer la cité de Hull," donne au conseil de la dite cité le pouvoir de faire des règlements relativement aux différents bateaux traversiers entre la dite cité et la cité d'Ottawa et le township de Templeton, et d'imposer des amendes pour le refus ou la négligence de se conformer à tels règlements; de régler la manière dont les dites amendes seront recouvrées pour le bénéfice de la dite cité de Hull; et tout le proviso contenu dans la dite section relatif au droit du maire, des échevins et des citoyens de la dite cité d'accorder des licences pour telles traverses et relatif à la division égale du revenu de telles licences entre les deux corporations, est par le présent abrogé.

s. 91, § 5, rem-  
placé.

Le cinquième paragraphe de la dite quatre vingt-onzième section, est abrogé par le présent acte, et le suivant lui est substitué, et devra se lire comme suit, et former le dit paragraphe :

Liqueurs.

"5. Pour autoriser la vente de toute liqueur spiritueuse, vineuse, alcoolique ou enivrante, sujet à telles règles qu'ils jugeront à propos de faire."

s. 130, abrogée.

La cent trentième section du dit dernier acte est par le présent abrogée.

s. 166, amen-  
dée.

La cent soixante-sixième section du dit dernier acte est amendée, en en retranchant les mots qui suivent le mot "sommairement" dans la dite section, à savoir: "toutes les offenses contre les dispositions de l'acte chapitre cent deux des Statuts refondus pour le Bas Canada, en autant que les dispositions de cet acte s'appliquent à la dite cité et aussi," lesquels mots ne formeront plus partie de cet acte, et en leur substituant les mots suivants: "ainsi qu'il est ci-dessus pourvu par le présent acte."

s. 219, amen-  
dée.

La deux cent dix-neuvième section de l'acte ci-dessus est par le présent amendée, en en retranchant les mots suivants: "aux dispositions du chapitre cent deux des Statuts refondus pour le Bas Canada ci-dessus mentionnés ou," lesquels ne formeront plus ni ne se liront comme faisant partie de la dite section.

5. Tout ce qui dans l'acte 38 Vict., formant le chapitre quatre-vingt-unième, intitulé : "Acte passé pour incorporer la "Compagnie d'Assurance Atlantique de Montréal," est de nature à permettre à la dite compagnie d'effectuer des assurances tel que mentionné dans cet acte, et de faire tout ce qui s'y rapporte ou s'y rattache ailleurs que dans la province de Québec, et de placer ses fonds dans des titres d'un gouvernement ou de gouvernements étrangers, et de contracter ou de s'engager par contrat, ailleurs que dans la province de Québec, ou de faire des contrats d'assurance relativement à tout navire à voiles, à vapeur, bateau ou autre, naviguant sur les océans ou les hautes mers, ou lacs, rivières ou autres eaux navigables de tous ports autres que ceux de la province de Québec ou à tous ports autres que ceux de la dite province, est par le présent abrogé.

38 V., c. 81,  
(Oie d'Ass.  
Atlantique de  
Montréal) amendé.

\* \* \* \* \*

11. Le paragraphe quatrième, de la section trente-troisième de la 39 Vict., chapitre cinquante, intitulé : "Acte pour incorporer la cité de Sherbrooke," est par le présent abrogé.

39 V., c. 50,  
(cité de Sher-  
brooke,) s. 40,  
abrogée.

12. L'acte 39 Vict., chapitre cinquante-six, intitulé : "Acte pour amender l'acte incorporant la compagnie du chemin de fer de Montréal, Portland et Boston," est par le présent abrogé.

39 V., c. 56,  
abrogé.

13. Tout ce qui, dans l'acte 39 Vict., ch. soixante, intitulé : "Acte pour incorporer la Compagnie d'Assurance Patriotique du Canada," autorise la dite compagnie à s'occuper d'affaires d'assurance sur la vie, d'assurance maritime et contre le feu, et de transiger toutes les affaires qui s'y rapportent, ailleurs que dans la province de Québec; et autorise la dite compagnie à faire et passer des contrats d'assurance sur la vie, et généralement à faire toutes les transactions concernant les accidents sur la vie, et toutes les autres transactions auxquelles se livrent ordinairement les compagnies d'assurance, et l'autorise à passer des contrats d'assurance contre le feu, et contre les dangers de la mer et de la navigation intérieure, d'un port quelconque, ailleurs que dans la province de Québec, ou à un port situé ailleurs que dans la dite province, ou l'autorise à placer ses fonds dans les titres des pays étrangers, est par le présent acte abrogé.

39 V., c. 60,  
amendé. (Oie.  
d'Ass. Pat. du  
Canada.)

La section vingt-septième de l'acte ci-dessus mentionné, s. 27, abrogée, est par le présent abrogée.

La section vingt-huitième de l'acte ci-dessus mentionné est par le présent amendée, en limitant les dispositions de cette section aux actions et poursuites en matière civile.

s. 28, amen-  
dée.

Le nom de la compagnie d'assurance incorporée par tel acte, est changé en celui de "Compagnie d'Assurance Pa-

Nom changé.

triotique de Montréal," et cette compagnie sous tel nom sera sujette à toutes les obligations, et pourra exercer tous les pouvoirs, droits, privilèges, actions et réclamations qu'elle a actuellement, et quelle aura à l'avenir, de même que s'il n'y eût eu aucun changement dans son nom, sauf toutefois en ce qui est amendé par le présent acte.

(39 V., c. 62,  
Cie. de Prêt.)  
ss. 9, 11, amen-  
dées.

**14.** L'acte 39 Vict. chapitre soixante-deuxième, intitulé : "Acte pour changer le nom de la Société Provinciale Permanente de Construction, en celui de La Compagnie Provinciale de Prêt et pour étendre ses pouvoirs," est par le présent amendé, en retranchant le dernier mot de la neuvième section qui est comme suit : "convenu" et en y substituant les mots : "fixé par la loi dans cette province," et en retranchant après le mot "d'intérêt" dans la onzième section, les suivants : "qu'il sera jugé convenable" et en y substituant les mots, "dont il sera convenu légalement."

(39 V., c. 63,  
(Cie. de Prêt  
et d'Hyp.) ss. 9  
et 11, amen-  
dées.

**15.** L'acte 39 Vict., chapitre soixante-troisième, intitulé : "Acte pour changer le nom de la Société Permanente de Construction de Montréal en celui de Compagnie de Prêt et d'Hypothèques de Montréal et pour en étendre les pouvoirs," est par le présent amendé, en retranchant les derniers mots de la neuvième section, "dont on pourra convenir" et y substituant les mots, "fixés par la loi dans cette province," et en retranchant dans la section onzième du dit acte après le mot, "d'intérêt," les mots, "qu'il sera jugé convenable," et y substituant les mots : "dont il pourra être convenu légalement."

(39 V., c. 64,  
ss. 2 et 9,  
amendées.  
(Cie. de V.  
Hudon.)

**16.** Le chapitre soixante-sixième de la 39 Vict., intitulé : "Acte pour autoriser la "Compagnie des moulins à coton de V. Hudon, Hochélaga," à émettre des débentures portant hypothèque sur les biens de la dite compagnie et pour autres fins, est par le présent amendé, en retranchant dans le quatrième paragraphe de la seconde section de cet acte, les mots, "huit pour cent qu'elles porteront" et y substituant les mots suivants : "au taux dont il sera convenu légalement."

La neuvième section de cet acte est par le présent abrogée.

(39 V., c. 76,  
s. 3, amendée.  
(Corps de mu-  
sique, à Lau-  
zon.)

**17.** Les mots suivants, dans la 3e section de l'acte 39 Vict., chapitre soixante-seizième et intitulé : "Acte pour incorporer le corps de musique du village de Lauzon," savoir : "ou d'un emprisonnement de trente jours, ou des deux à la fois, à la discrétion du juge," sont par le présent abrogés, et retranchés de cet acte et n'en formeront plus partie.



## 40 VICTORIA, CHAPITRE 28. (QUÉBEC.)

ACTE POUR RENDRE PERMANENTS LES DIVERS ACTES Y MENTIONNÉS.

[Sanctionné le 28 décembre, 1876.]

**A**TTENDU qu'il est à propos de continuer les actes Préambule.  
ci-après mentionnés, qui autrement expireraient à la fin de la session actuelle, et attendu qu'il est expédient de rendre ces actes permanents ; A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

**1.** L'acte du parlement de la ci-devant province du 2 Geo. 4, c. 8.  
Bas Canada, passé dans la seconde année du règne de Sa Majesté feu le roi George IV, intitulé : " Acte pour mieux régler la commune de la seigneurie de Laprairie de la Magdeleine ; "

L'acte du même parlement, passé dans la même année 2 Geo. 4, c. 10.  
du même règne, et intitulé : " Acte pour mettre les habitants de la seigneurie de la baie Saint-Antoine, communément appelée baie du Febvre, en état de pourvoir à mieux régler la commune de la dite seigneurie, " tel que amendé et étendu par l'acte du dit parlement passé dans la quatrième année du même règne, et intitulé : " Acte 4 Geo. 4, c. 28.  
pour autoriser le président et les syndics de la commune de la seigneurie de la baie Saint-Antoine, communément appelée baie du Febvre, à terminer certaines disputes relativement aux limites de la dite commune, et pour d'autres objets y appartenant ; "

L'acte du dit parlement, passé dans la neuvième année 9 Geo. 4, c. 82.  
du même règne, et intitulé : " Acte pour changer et amender un acte passé dans la sixième année du règne de Sa Majesté, intitulé : " Acte pour autoriser les habitants du fief Grosbois, dans le comté de Saint-Maurice, à faire des règlements plus avantageux pour la commune du dit fief, "

Sont par le présent rendus permanents, et resteront en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient révoqués par cette législature. Rendus permanents.

**2.** Le présent acte entrera en force le jour de sa sanc- Acte en force.  
tion.

## 41-42 VICTORIA, CHAPITRE 13. (QUÉBEC.)

ACTE POUR REFONDRE ET AMENDER LA LOI POUR ASSURER AUX FEMMES ET AUX ENFANTS, LE BÉNÉFICE DES ASSURANCES SUR LA VIE DES MARIS ET PARENTS.

[Sanctionné le 20 juillet, 1878.]

## Préambule.

CONSIDÉRANT qu'il est à propos d'encourager l'assurance sur la vie des maris et parents, pour le bénéfice de leurs femmes et de leurs enfants, et de refondre et amender les statuts qui s'y rapportent ; A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

Acte du C.,  
29 Vict., c. 17,  
et 32 Vict., c.  
30, et 33 Vict.,  
c. 21 de cette  
province  
abrogés.  
Restriction.

1. L'acte de la ci-devant province du Canada, vingt-neuvième Victoria, chapitre dix-sept, et les actes de cette province, trente-deuxième Victoria, chapitre trente-neuf, et trente-troisième Victoria, chapitre vingt-et-un, sont abrogés ; sauf toutefois quant à ce qui concerne les transports faits ou les droits acquis antérieurement, et les actions et procédures pendantes devant tout tribunal, lors de l'entrée en force du présent acte, relativement auxquels dits transports, droits, actions et procédures, les dits actes continueront d'avoir force et effet.

NOTE.—*Le reste de ce chapitre est refondu.*

## 51-52 VICTORIA, CHAPITRE 3. (QUÉBEC.)

ACTE POURVOYANT AU REMPLACEMENT DES ORIGINAUX DÉTRUITS DES STATUTS.

[Sanctionné le 12 juillet, 1888.]

## Préambule.

ATTENDU que l'incendie du palais législatif de Québec, en 1883, a détruit tous les originaux des statuts de la province de Québec, qui avaient été mis sous la garde du greffier du conseil législatif, et qu'il est nécessaire de pourvoir à leur remplacement ainsi qu'au remplacement de ceux qui pourraient être détruits à l'avenir ;

En conséquence, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE.—*Ce chapitre est refondu moins la partie de la section suivante qui se lit comme suit :*

Série de statuts reliés, devant servir d'originaux pour remplacer ceux détruits.

2. Le greffier de la législature est, par le présent acte, autorisé à se procurer de l'imprimeur de la reine, sur l'ordre du secrétaire de la province, une série de volumes reliés des statuts de la province de Québec, imprimés par

le dit imprimeur de la reine, à venir jusqu'au 19 avril 1883, date de la destruction des originaux de ces mêmes statuts, par l'incendie du palais législatif de Québec, afin de servir comme originaux en remplacement de ceux ainsi détruits ;

\* \* \* \* \*

## 43-44 VICTORIA, CHAPITRE 2. (QUÉBEC.)

### ACTE AUTORISANT LA REFONTE DES STATUTS GÉNÉRAUX DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

[Sanctionné le 24 juillet, 1880.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer Commission. une commission chargée de refondre les statuts généraux de cette province, laquelle sera sous la direction des officiers en loi de la couronne, et sera composée d'un commissaire et de deux secrétaires, dont l'un parlant la langue française et l'autre parlant la langue anglaise.

2. Cette commission sera chargée de reviser et refondre Devoirs de la commission. les statuts d'un caractère général et permanent de la province du Canada, qui affectent la province de Québec, et sont du ressort de sa législature, ainsi que ceux de cette province depuis 1867.

3. En refondant ces statuts, la dite commission n'y Idem. incorporera que les dispositions qu'elle tiendra pour être alors en force, et les autorités sur lesquelles elle s'appuiera pour juger qu'elles le sont ainsi, devront être citées.

Elle pourra changer la rédaction de ces statuts, Rédaction des statuts. sans toutefois en altérer le sens : toute expression inutile ou impropre devra être retranchée, et chaque disposition devra être rendue simple, claire et précise.

4. La dite commission pourra suggérer les amendements Suggestion d'amendements. à la loi qu'elle croit désirable, en les mentionnant distinctement et en les accompagnant des raisons sur lesquelles elle se fonde.

5. La commission publiera de la manière la plus convenable, pour référence, avec les statuts refondus ou dans un Publication des autres statuts affectant la province. volume distinct selon qu'elle le jugera à propos, les statuts

généraux qui affectent cette province, mais qui ne sont pas du ressort de sa législature, comprenant les statuts impériaux et les statuts de la ci-devant province du Canada.

Publication  
d'autres docu-  
ments.

**6.** Elle publiera aussi, avec les statuts refondus ou avec les statuts généraux mentionnés dans la section précédente, selon qu'elle le jugera convenable, tout ordre en conseil, proclamation, traité ou document qui lui sera prescrit par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Rapport au L.  
G.

**7.** La dite commission fera au lieutenant-gouverneur, de temps à autre, rapport de ses procédés et du progrès de l'ouvrage qui lui est confié.

Instructions  
du L.-G.

Dans les matières pour lesquelles il n'est pas pourvu par cet acte, elle se guidera d'après les instructions du lieutenant-gouverneur en conseil.

Impressions  
et rapport.

**8.** Chaque fois qu'elle jugera qu'une partie de l'ouvrage sera suffisamment avancée, elle la fera imprimer, et en transmettra au lieutenant-gouverneur, un nombre suffisant d'exemplaires avec son rapport.

Travail sou-  
mis à la légis-  
lature.

**9.** Quand le travail sera terminé, des exemplaires imprimés des statuts refondus, avec les rapports de la commission, seront soumis à cette législature.

Dépenses.

**10.** Les dépenses encourues pour l'exécution de cet ouvrage, seront payées par l'assemblée législative de cette province, à même le fonds approprié pour ses dépenses contingentes.

40 V., c. 8,  
abrogé.

**11.** L'acte de cette province 40 Vict., chap. 8, est par le présent abrogé.

Acte en force.

**12.** Le présent acte viendra en force le jour de sa sanction.

## 50 VICTORIA, CHAPITRE 5. (QUÉBEC.)

### ACTE CONCERNANT LES STATUTS REFONDUS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

[Sanctionné le 18 mai, 1887.]

Préambule.

**C**ONSIDÉRANT qu'il a été jugé à propos de reviser, classer et refondre les statuts d'un caractère général permanent de l'ancienne province du Canada, qui affectent la province de Québec et sont du ressort de sa législature, ainsi que ceux de cette province depuis 1867 ; et

considérant que cette revision, cette classification et cette refonte ont été faites en conséquence ;

Considérant de plus qu'il est à propos de pourvoir à ce que les statuts publics généraux passés durant la présente session soient incorporés avec les premiers, et de donner l'effet de la loi au corps des statuts refondus résultant de cette incorporation ; A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

**1.** Le rôle imprimé marqué A et attesté comme étant celui des statuts révisés, classifiés et refondus comme susdit, par la signature du lieutenant-gouverneur et celle du greffier de la législature et déposé au bureau de ce dernier, sera réputé en être l'original et contenir les différents actes et parties d'actes mentionnés comme devant être abrogés dans l'appendice marqué A annexé à ce rôle.

Rôle original  
des statuts  
refondus cer-  
tifié et dépo-  
sé.

Toutefois, les notes marginales et les dispositions en italiques imprimées sur tel rôle, les renvois aux dispositions antérieures à la fin de chaque article et les notes explicatives insérées par les réviseurs, de même que le supplément du titre douzième comprenant les articles du code civil affectés par la législation fédérale, ne formeront pas partie de ces statuts, mais seront considérés y avoir été insérés seulement dans le but d'y référer, et pourront être omis ou corrigés.

Notes margi-  
nales, etc.

Toute faute typographique ou toute erreur, soit de commission ou d'omission, ou toute contradiction ou ambiguïté dans ce rôle, pourront aussi être corrigées, mais sans en changer l'effet légal ; et les changements qu'il est nécessaire de faire dans la rédaction de ces statuts afin de conserver l'uniformité dans le mode d'expression, et qui n'en changeront pas l'effet légal, pourront être faits dans le rôle ci-dessous mentionné.

Correction  
des erreurs  
typographi-  
ques, etc.

**2.** Le lieutenant-gouverneur pourra choisir ceux des actes et parties d'actes passés durant la présente session qu'il jugera à propos d'incorporer dans le rôle marqué A, et pourra les y faire incorporer en adaptant leur forme et leur rédaction à celles de ces statuts (mais sans en changer l'effet légal), en les insérant à la place qui leur convient dans tels statuts, et en retranchant de ces derniers toutes les dispositions abrogées par celles qui seront ainsi incorporées ou qui leur seront incompatibles, modifiant le numérotage ou l'ordre des titres, chapitres, sections, paragraphes et articles, si c'est nécessaire, et ajoutant à l'appendice A une liste des actes et parties d'actes de la présente session ainsi incorporés comme susdit, et modifiant aussi les dits statuts dans les détails et au point indiqués dans l'annexe du présent acte.

Insertion des  
lois de cette  
session dans  
les statuts re-  
fondus.

Livraison du rôle par le greffier de la lég.

Le greffier de la législature est autorisé à délivrer le rôle imprimé des statuts marqué A à toute personne que le procureur général demandera de le livrer.

Dépôt du rôle certifié comprenant les lois de la présente session et les modifications à l'appendice A.

3. Aussitôt que l'incorporation de ces actes et parties d'actes, ainsi que l'addition et les changements à faire à l'appendice A, seront terminés, le lieutenant-gouverneur pourra en faire déposer un rôle imprimé correct, attesté par sa signature et contresigné par le secrétaire de la province, au bureau du greffier de la législature, lequel rôle en sera réputé l'original et sera censé renfermer les différents actes et parties d'actes indiqués comme abrogés dans l'appendice A amendée et y annexée ; mais les notes marginales imprimées sur ce rôle, les dispositions imprimées en italiques, les renvois aux dispositions antérieures à la fin de chaque article et le supplément du titre douzième comprenant les articles du code civil affectés par la législation fédérale, ne formeront pas partie de tels statuts, mais seront considérés y avoir été insérés seulement dans le but d'y référer.

Proviso.

Proclamation déclarant les statuts refondus en vigueur.

4. Le lieutenant-gouverneur en conseil, après que le rôle en dernier lieu mentionné aura été déposé, pourra, par proclamation, fixer la date à compter de laquelle il deviendra en vigueur et aura force de loi, sous la désignation de " Statuts refondus de la Province de Québec."

Effet de cette proclamation.

5. A compter de cette date, ce rôle deviendra en vigueur en conséquence et aura force de loi sous la désignation de " Statuts refondus de la Province de Québec," tout comme s'il était formellement incorporé dans le présent acte et que s'il était décrété qu'il sera en vigueur et exécutoire à compter de cette date.

Abrogation des dispositions mentionnées dans l'appendice A.

2. A compter de la même date toutes les dispositions contenues dans les différents actes et parties d'actes mentionnées dans l'appendice A amendée, seront, en tant qu'elles tombent sous le contrôle de la législature de cette province, abrogés jusqu'au point mentionné dans la troisième colonne de tel appendice.

Effet de l'abrogation.

6. L'abrogation de ces actes et parties d'actes n'invalidera pas l'effet d'aucune clause conservatoire qui s'y trouve, ni n'empêchera qu'aucun d'iceux, ou qu'aucune disposition de loi ci-devant en vigueur, ne s'appliquent à quelque transaction, matière ou chose antérieures à cette abrogation, à laquelle ils s'appliqueraient d'ailleurs.

Matières non invalidées:

7. L'abrogation de ces actes et parties d'actes n'invalidera pas :

a. Les amendes, confiscations ou responsabilités encourues avant l'époque de cette abrogation, ni les procédures adoptées, instituées, terminées ou pendantes dans le but d'en obtenir la mise à exécution, à l'époque de telle abrogation ; Amendes, etc. ;

b. Les actions, poursuites, jugements, décrets, certificats, exécutions, mandats, ordres, règles ou autres procédures, matières ou choses s'y rattachant, commencées, intentées, faits, inscrits, accordés, pendants, existants ou en vigueur à l'époque de telle abrogation ; Actions, etc. ;

c. Les actes, contrats, droits, titres, intérêts, octrois, garanties, successions, testaments, enregistrements, statuts, règles, arrêtés en conseil, proclamations, règlements, contrats, privilèges, charges, états civils, habilités, immunités, matières ou choses, faits, accomplis, acquis, établis ou existants à l'époque de telle abrogation ; Actes, contrats, etc. ;

d. Les emplois, nominations, commissions, salaires, allocations, cautionnements ou devoirs, ou autres matières ou choses en dépendant, à l'époque de cette abrogation ; Emplois, etc. ;

e. Les mariages, certificats ou enregistrements de mariage, légalement faits, obtenus, octroyés ou existants avant ou à l'époque de telle abrogation ; Mariages, etc. ;

2. L'abrogation de ces actes et parties d'actes n'aura pas non plus l'effet d'annuler, troubler, invalider ou affecter d'une manière préjudiciable, d'autres matières ou choses, commencées, faites, complétées, existantes ou pendantes à l'époque de telle abrogation ; Choses commencées ;

### 3. MAIS,

Mais,

(a). Ces amendes, confiscations et responsabilités ; Ces amendes, etc. ;

(b). Ces actions, poursuites, jugements, décrets, certificats, exécutions, mandats, ordres, règles, procédures, matières et choses ; Actions, etc. ;

(c). Ces actes, contrats, droits, titres, intérêts, garanties, successions, testaments, enregistrements, statuts, règles, arrêtés en conseil, proclamations, règlements, contrats, privilèges, charges, états civils, habilités, immunités, matières et choses ; Actes, contrats, etc. ;

(d). Ces emplois, nominations, commissions, salaires, allocations, cautionnements ou devoirs et matières et choses ; Emplois, etc. ;

Mariages, etc.;

(c). Ces mariages, certificats ou enregistrements de mariage, et autres matières et choses,

Continués,  
comme si  
l'abrogation  
n'avait pas eu  
lieu.

Pourront continuer et continueront, tout comme si cette abrogation n'eût pas eu lieu, et en tant qu'il sera nécessaire, pourront être et seront continués, poursuivis, mis à exécution et terminés sous l'autorité de ces statuts refondus et des autres statuts et lois en vigueur en cette province, et sujets aux dispositions de ces différents statuts et lois, tout comme si cette abrogation n'eût pas eu lieu.

Statuts refon-  
dus, non con-  
sidérés com-  
me lois nou-  
velles.

8. Ces statuts refondus ne seront pas censés opérer comme lois nouvelles mais ils seront interprétés et auront force de loi comme une refonte et comme déclaratoires, de la loi telle qu'elle se trouve dans les actes et parties d'actes ainsi abrogés et que ces statuts refondus remplacent.

Leur inter-  
prétation s'ils  
diffèrent des  
dispositions  
abrogées.

2. Cependant, lorsque sur quelque point, les dispositions de ces statuts refondus ne sont pas les mêmes que celles des actes ou parties d'actes abrogés et auxquelles elles sont substituées, alors, en ce qui regarde les transactions, matières et choses subséquentes à l'époque de leur mise en vigueur, leurs dispositions prévaudront; et quant aux transactions, matières et choses antérieures à cette époque, ce sont les dispositions des actes ou parties d'actes abrogés qui devront prévaloir.

Renvoi aux  
actes abrogés  
dans les actes  
antérieurs,  
etc.

9. Tout renvoi dans quelque acte antérieur restant en vigueur, ou dans quelque proclamation, arrêté en conseil, instrument ou document, à quelque acte ou disposition ainsi abrogé, devra, après l'entrée en vigueur des statuts refondus, à l'égard de toutes transactions, matières ou choses subséquentes, être considéré comme renvoi aux dispositions des statuts refondus ayant le même effet que l'acte ou la disposition abrogée.

Effet de l'in-  
sertion d'un  
acte dans l'ap-  
pendice A.

10. L'insertion de tout acte dans l'appendice A ne sera pas interprétée comme une déclaration que cet acte ou quelque partie d'icelui était ou n'était pas en force immédiatement avant l'entrée en vigueur de ces statuts refondus.

Preuve des  
exemplaires  
imprimés par  
l'imprimeur  
de la reine.

11. Des exemplaires de ces statuts refondus imprimés par l'imprimeur de la reine, d'après le rôle amendé ainsi déposé, seront reçus comme preuve de ces statuts refondus devant tous les tribunaux et endroits quelconques.

Différence  
d'une version  
avec l'autre.

12. Si les versions française et anglaise des statuts refondus ne sont point d'accord sur un point quelconque, la version qui sera la plus compatible avec les actes refondus dans ces statuts, prévaudra.



**13.** Les lois relatives à la distribution des exemplaires imprimés des statuts ne s'appliqueront pas à ces statuts refondus, mais ceux-ci seront distribués en tel nombre et à telles personnes que le lieutenant-gouverneur prescrira. Distribution des exemplaires des statuts refondus.

**14.** Le présent acte sera imprimé avec les statuts refondus et sera sujet aux mêmes règles d'interprétation que ces statuts. Impression et interprétation.

**15.** Dans tout acte ou toute procédure quelconque, les statuts refondus étant divisés en titres, chapitres, sections et paragraphes, ils pourront être cités comme suit : Leur citation.

*a.* S'il s'agit d'un paragraphe, — en ajoutant la section, le chapitre et le titre ;

*b.* S'il s'agit d'une section, — en ajoutant le chapitre et le titre ;

*c.* S'il s'agit d'un chapitre, — en ajoutant le titre,

Et dans tous les cas, en ajoutant les mots : “ des Statuts refondus de la Province de Québec,” ou simplement, “ des Statuts refondus. ”

**2.** Les titres de ces statuts refondus ne comportant chacun d'eux qu'une seule série d'articles continus, ils pourront encore être cités par l'article du titre tout simplement, en ajoutant les mots : “ du titre premier, deuxième, etc., ” suivant le cas ; et en ajoutant de plus, les mots mentionnés en dernier lieu dans le paragraphe précédent.

## ANNEXE.

## LOIS ET PARTIES DE LOIS MODIFIÉES

Articles, etc., et sujet de la loi.	Etendue de la modification.
(1). Section sixième du chapitre deuxième du titre III : " Des droits de licences " .. .. .	En retranchant le tout.
(2). Sections troisième, quatrième et cinquième du chapitre troisième du titre VII : " Des cours de recorder de Québec, Montréal et Hull. " .....	En retranchant le tout.
(3). Section cinquième du chapitre troisième du titre VI : " De l'institution royale pour l'avancement des sciences. "	En retranchant le tout.
(4). Chapitre cinquième du titre VI : " Dispositions spéciales relativement aux écoles communes dans certaines localités. " .....	En retranchant le tout.
(5). Titre VI.....	En retranchant les mots " Journal de l'instruction publique et <i>Journal of Education</i> ; " partout où ils se rencontrent dans le dit titre, et en les remplaçant par les mots : " Gazette Officielle de Québec. "

## DE LA DIVISION TERRITORIALE.

## 23 VICTORIA, CHAPITRE 21. (CANADA.)

ACTE AU SUJET DE LA LIGNE DE DIVISION ENTRE LE  
HAUT ET LE BAS CANADA.

[Sanctionné le 19 mai, 1860.]

**A**TTENDU que le vingt-quatrième jour d'août mil sept cent quatre-vingt-onze, il plut à Sa Majesté feu le Roi George Trois, d'ordonner, par et de l'avis de son conseil privé, que la province alors province de Québec fût divisée en deux provinces qui seraient appelées la province du Haut Canada, et la province du Bas Canada, en séparant les deux dites provinces, suivant une certaine ligne de division ; et attendu que par suite de certaines contradictions et inexactitudes dans la description de la dite ligne de division dans l'ordre en conseil à ce sujet, il s'est élevé des doutes sur la vraie direction et situation sur le terrain de la dite ligne de division ; et attendu que tels doutes et l'incertitude qui en résulte quant aux limites des divisions électorales, judiciaires, municipales, territoriales et autres de chaque côté de la dite ligne, ont produit et produisent encore, nonobstant la réunion des dites provinces, de grands inconvénients, préjudices et dommages, et de graves embarras dans la due administration de la justice et l'exercice et l'accomplissement des droits et des devoirs politiques et civils ; et attendu qu'il est à propos et grandement désirable de faire disparaître tels doutes par une description et définition exactes de la dite ligne de division, et en pourvoyant à ce qu'elle soit tracée et marquée sur le terrain, et de remédier aux abus que tels doutes ont fait naître ; et attendu qu'il a été nommé des commissaires pour s'enquérir et faire rapport sur la dite ligne, et que les dits commissaires, étant l'honorable Frederick Auguste Quesnel, de la cité de Montréal, et Thomas Kirkpatrick, écuyer, de la cité de Kingston, ont, conformément à leur commission à cet égard, fait un rapport à Son Excellence le gouverneur général sur les sujets dont leur dite commission les chargeait de s'enquérir, lequel rapport est en date du seizième jour de février, mil huit cent soixante ; A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement du conseil législatif et de l'assemblée législative du Canada, déclare et décrète ce qui suit :

1. La dite province du Haut Canada a été divisée de la dite province du Bas Canada, par une ligne de division qui peut maintenant être décrite comme suit, savoir : partant du bord de l'eau sur la rive nord du Lac Saint

Ligne de division entre le H. C. et le B. C. décrite.

François, à un point où la prolongation d'une ligne reliant les deux bornes en pierre, qui existent aujourd'hui à l'ause à l'ouest de la pointe au Beaudet, vient rencontrer l'eau du dit lac ; de là, suivant la ligne tirée dans la direction du nord-ouest par Hyacinthe Lemaire St. Germain, arpenteur juré, comme la limite sud-ouest de la seigneurie de la Nouvelle Longueuil, et bornant maintenant certains lots dans la dite seigneurie, et suivant le chemin entre partie de la cinquième concession du township de Lancaster et la dite seigneurie, jusqu'à un point à la distance de trois lieues de l'endroit de la première borne en pierre, maintenant submergée par le Lac Saint François, étant l'angle extrême ouest de la dite seigneurie ; de là, vers le nord en ligne droite, jusqu'à la borne plantée par le colonel Bouchette, arpenteur général du Bas Canada, à l'extrémité de la ligne arpentée et prolongée par lui, en suivant et en reliant les cinq bornes en pierre existant encore, plantées par Louis Guy et Pierre Rémy Gagnier, arpenteurs jurés, près de la pointe Fortune, sur la rivière Ottawa, pour indiquer le point de départ et la direction de la ligne ouest de la seigneurie de Rigaud ; de là, suivant la dite ligne ainsi prolongée, jusqu'à la rive de la rivière Ottawa ; de là, au milieu du chenal principal de la dite rivière ; de là, remontant le milieu du dit chenal principal de la dite rivière jusqu'au lac Témiscaming ; de là, suivant le milieu du dit lac jusqu'à sa tête ; et de là, suivant une ligne tirée franc nord allant aboutir à la frontière nord de la province, conformément au dit rapport des dits commissaires.

Le commissaire des terres fera arpenter la ligne par un officier du département.

2. Le commissaire des terres de la couronne fera tracer et tirer la dite ligne de division de la rive nord du lac Saint-François, à la rive sud de la rivière Ottawa, par un arpenteur dûment admis à la pratique de l'arpentage, pour et dans le Haut Canada et le Bas Canada, et étant officier de la branche d'arpentage du département des terres de la couronne, lequel en indiquera la direction entre les dites eaux par des bornes en pierre de taille, ou autres marques suffisantes de séparation, à des distances rapprochées, y compris une borne sur chaque rive, une à chaque point où change la direction de la ligne, et une à chaque autre endroit remarquable ou autrement propre à cette fin, et fera un plan et rapport de tel tracé, dans lesquels sera indiquée la position de chacune des dites bornes et marques, ainsi que les positions, distances et situations, par rapport à la ligne, de tous arbres, cours d'eau ou autres objets fixes, naturels ou artificiels, qui serviront à indiquer la dite partie de la dite ligne ou sa direction ou situation, en tout ou en partie, laquelle ligne, ainsi marquée sur le terrain, sera réputée la vraie frontière entre le Haut et le Bas

Canada ; et tel plan et tracé, après avoir été approuvés par le gouverneur en conseil, seront déposés et resteront de record au dit département des terres de la couronne, et auront autorité dans toutes questions relatives à la dite frontière :

Et la ligne ainsi marquée sera la vraie frontière.

1. Quiconque enlèvera ou endommagera ou tronquera aucune des dites bornes ou marques sera coupable de délit, et pourra être poursuivi devant toute cour ayant juridiction compétente dans le Haut ou le Bas Canada, et, sur conviction, sera passible d'une amende ou de l'emprisonnement ou des deux, à la discrétion de la cour.

Pénalité pour enlever ou endommager les marques.

3. Au cas où aucune terre, concédée par lettres patentes, sous le grand sceau de la ci-devant province du Haut Canada, ou concédée par lettres patentes sous le grand sceau de cette province, comme étant dans le Haut Canada, ou vendue par la couronne comme étant dans le Haut Canada, et pour laquelle il n'a pas encore été émis de patente, se trouverait, en vertu du présent acte, être située, en tout ou en partie dans le Bas Canada, s'il n'y a rien dans telles lettres patentes qui exclue le droit à la compensation ci-dessous pourvue, le gouverneur en conseil pourra donner une compensation, soit en argent ou en terre, ou en *scrip* ou certificats de terre qui seront pris en paiement de terres publiques, au concessionnaire, ou son héritier ou représentant légal, pour telle terre ou telle partie d'icelle qu'il pourra perdre, en conséquence du présent acte, à moins qu'icelle ne soit encore en la possession de la couronne, auquel cas pourront être émanées en sa faveur des lettres patentes pour icelles.

Pertes résultant des dispositions de cet acte, comment réglées.

4. Et attendu que des personnes, ayant droit à une compensation en vertu de la clause précédente, peuvent avoir, de bonne foi, occupé et amélioré, en tout ou en partie dans le Bas Canada, les terres y mentionnées qu'on avait eu l'intention de leur concéder ; et que d'autres personnes propriétaires de terres sur ou près de la dite ligne, peuvent avoir étendu leurs améliorations au-delà de la dite ligne, de l'un ou de l'autre côté d'icelle, de bonne foi, croyant avoir le droit de le faire, et peuvent être en possession d'icelles, et qu'il est juste de confirmer toute telle personne dans sa possession, à son choix ; toute personne que les commissaires ci-après mentionnés trouveront ainsi en possession d'aucune terre qui, par la dite ligne telle qu'elle sera finalement marquée sur le terrain, se trouvera être dans le Haut ou dans le Bas Canada, pourra garder possession de telle terre en donnant une compensation pour icelle, de la manière ci-dessous mentionnée, à la personne

Exposée.

qui en aura le titre de propriété, et qui en sera dépossédée en vertu du présent acte :

Des commis-  
saires nom-  
més pour ré-  
gler les récla-  
mations pour  
compensa-  
tion en cer-  
tains cas.

1. Le gouverneur pourra nommer deux commissaires ou plus qui s'enquerront et feront rapport sur le montant de la compensation à être payée en vertu de la présente et de la précédente sections, et sur la manière dont elle sera payée aux parties y ayant droit, et qui aussi s'enquerront, régleront et rapporteront quelles personnes, s'il y en a, ont droit d'exercer le choix que leur donne la présente section, et de quelle quantité de terre chaque telle personne a droit de garder possession, en vertu d'icelle par l'exercice de tel choix, et ils en feront donner la description par tenants et aboutissants; et compensation étant faite, tel que pourvu par le présent, pour tels morceaux de terre, le commissaire des terres de la couronne émettra en faveur de chaque individu, qui y aura alors droit, un instrument sous son seing et sceau, déclarant qu'il a droit en vertu du présent acte à garder possession de tel morceau de terre; et celui qui recevra tel instrument, et ses héritiers et ayants cause posséderont dès lors tel morceau de terre comme propriétaire d'icelui en *fee simple* ou en franc-alleu, suivant le cas;

La compensa-  
tion tiendra  
lieu de toutes  
réclamations.

2. La compensation, pourvue par le présent acte, tiendra lieu de toutes réclamations contre la couronne, et les seigneurs de terres affectées par la dite ligne de division, et contre toutes personnes, propriétaires de terres affectées par la dite ligne, ou qui, ayant été propriétaires d'aucunes telles terres, les ont vendues de bonne foi;

Quant aux  
mineurs, etc.

3. Au cas de mineurs ou personnes frappées de quelque inhabilité légale, le juge de la cour de comté pour le comté où la terre est située, si c'est dans le Haut Canada, ou le juge de la cour supérieure, si c'est dans le Bas Canada, pourra, sur la demande du commissaire des terres de la couronne, et après tel avis et suivant telles procédures nécessaires en tels cas, d'après les lois de chaque section de la province à cet égard, nommer un gardien à tel mineur ou personne frappée de quelque inhabilité légale; et ses actes seront aussi valables et obligatoires que si la personne dont il est le gardien était capable de s'engager et avait elle-même fait tels actes;

Pouvoirs des  
commissai-  
res; statuts  
refondus du  
Canada, chap.  
13.

4. Le gouverneur pourra conférer aux commissaires nommés en vertu du présent acte, les pouvoirs que le treizième chapitre des Statuts refondus du Canada permet de conférer aux commissaires nommés en vertu du dit acte; et le paragraphe numéro deux de la première section du dit acte s'appliquera alors.

5. Toute personne qui a ci-devant agi en aucune capacité officielle dans aucun endroit où, d'après les dispositions du présent acte, elle n'avait pas droit d'agir en la dite capacité, quoiqu'elle pût raisonnablement supposer avoir ce droit, à raison de l'incertitude de la dite ligne de division, et toute personne qui a ci-devant omis d'agir en aucune capacité officielle dans aucun endroit où, d'après les dispositions du présent acte, elle était tenue d'agir en la dite capacité, quoiqu'elle pût raisonnablement supposer ne pas être ainsi tenue à raison de l'incertitude de la dite ligne de division, est par le présent indemnisée, libérée et déchargée de tous dommages, amendes et forfeitures encourues ou recouvrables pour et à raison de ce qu'elle a ainsi agi ou omis de le faire; et dans le cas où il serait porté, institué ou intenté, après la passation du présent acte, aucune action, poursuite, acte d'accusation ou dénonciation contre toute personne que les présentes ont l'intention d'indemniser, de libérer et décharger de tous dommages, amendes ou forfeitures quelconques encourus, ou recouvrables pour et à raison d'aucun tel acte ou omission, telle personne pourra plaider la dénégation générale et, sur sa défense, alléguer le présent acte et la matière spéciale comme preuve dans toute poursuite intentée à ce sujet.

Erreurs par omission ou commission résultant de l'incertitude de la ligne de division.

6. Toute personne qui a ci-devant fait ou omis de faire aucun acte quelconque qu'elle ne pouvait, d'après les dispositions du présent acte, légalement faire ou omettre de faire, mais qu'elle pouvait à raison de l'incertitude de la ligne de division, raisonnablement supposer pouvoir légalement faire ou omettre de faire, est par le présent indemnisée, libérée et déchargée de tous dommages et amendes encourus ou recouvrables à raison de ce qu'elle a fait ou omis de faire tel acte; et dans le cas où il serait porté, institué ou intenté, après la passation du présent acte, aucune action, poursuite, acte d'accusation ou dénonciation contre toute personne que les présentes ont l'intention d'indemniser, libérer et décharger de tous dommages ou amendes quelconques encourus ou recouvrables pour et à raison de ce qu'elle a fait ou omis de faire aucun tel acte, telle personne pourra plaider la dénégation générale, et, sur sa défense, alléguer le présent acte et la matière spéciale comme preuve dans toute poursuite intentée à ce sujet.

Indemnité en faveur de ceux qui ont agi ou omis d'agir en conséquence de l'incertitude de la ligne de division.

7. Rien de contenu au présent acte ne sera interprété de manière à modifier ou abroger aucune des dispositions de la sixième section du troisième chapitre des Statuts refondus pour le Haut Canada.

Cet acte n'affectera pas la sec. 6, du chap. 3 des statuts refondus du Canada.

## 38 VICTORIA, CHAPITRE 17. (QUÉBEC.)

ACTE POUR PARTAGER LA DIVISION D'ENREGISTREMENT DE MONTREAL EN TROIS DIVISIONS D'ENREGISTREMENT.

[Sanctionné le 23 février, 1875.]

**S**A MAJESTÉ: par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE.—*La section 10 est refondue, le reste est abrogé, par 49-50 V., c. 96, sec. 17, moins la section suivante qui demeure en vigueur comme suit :*

Droits exigibles.

**9.** Les droits exigibles et perçus pour les enregistrements effectués dans la division d'enregistrement de Montréal, sous l'autorité d'un acte de la ci-devant province du Canada, 12 Vict., ch. 112, et sous l'autorité d'un acte de la même province, 29-30 Vict., ch. 28, continueront d'être payés et perçus dans les différentes divisions d'enregistrement créées par cet acte jusqu'à ce qu'ils soient révoqués, modifiés ou changés en vertu de la loi.

## 23 VICTORIA, CHAPITRE 78. (CANADA.)

ACTE POUR ANNEXER AU COMTÉ DE LÉVIS, POUR LES FINS DE L'ENREGISTREMENT, LA PARTIE DE LA PAROISSE ST-JOSEPH DE LA POINTE LÉVY CI-DEVANT ENCLAVÉE, POUR LES FINS ÉLECTORALES, DANS LE COMTÉ DE BELLE-CHASSE.

[Sanctionné le 19 mai, 1860.]

Préambule.

**C**ONSIDÉRANT qu'un grand nombre des habitants de la partie de la paroisse de St-Joseph de la Pointe Lévy, ci-dessous décrite, ont, par pétition, représenté qu'ils sont aujourd'hui dans le comté de Lévis, pour les fins électorales, mais qu'ils sont encore dans le comté de Belle-chasse, pour les fins relatives à l'enregistrement des titres, et, en conséquence, exposés à de grands inconvénients, et qu'ils ont demandé que cette partie de la dite paroisse soit annexée au comté de Lévis, pour les fins en dernier lieu exposées plus haut, et considérant qu'il est expédient d'accéder à leur demande ; A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement du conseil législatif et de l'assemblée législative du Canada, décrète ce qui suit :

La dite partie de la paroisse annexée au comté de Lévis pour les fins d'enregistrement, etc.

**1.** Toute la partie de la paroisse de St-Joseph de la Pointe Lévy, située aujourd'hui dans le comté de Lévis, pour les fins électorales, mais non pour les fins relatives à l'enregistrement des titres et autres documents concernant les biens-fonds et tout ce qui se rattache au bureau d'enregistrement et aux fins de l'enregistrement, sera, depuis



et après le premier jour de juillet prochain, annexée au comté de Lévis, pour les fins mentionnées en dernier lieu, et séparée, pour les dites fins, du comté de Bellechasse, et formera partie de la même division d'enregistrement que le reste de la dite paroisse.

2. La municipalité locale de la dite paroisse, ou la municipalité du comté de Lévis, ou les deux municipalités ensemble, après avoir réalisé les fonds pour faire face aux dépenses nécessaires, pourra exiger du registra-  
Des copies, etc., de certains documents pourront être obtenues de Bellechasse pour le bureau d'enregistrement.

3. Ces copies ou extraits seront certifiés par le registra-  
Comment seront faites et gardées ces copies, etc., et pour quelles fins.

4. Le dit registra-  
Le registra-  
 teur de Belle-  
 chasse obligé  
 de fournir les  
 copies, etc.

5. Le présent acte sera un acte public.

Honoraires.  
 Effet de ces  
 copies.

## 43-44 VICTORIA, CHAPITRE 7. (QUÉBEC.)

ACTE POUR DIVISER LE DISTRICT JUDICIAIRE D'OTTAWA  
EN DEUX DISTRICTS JUDICIAIRES, ET POUR D'AUTRES FINS.

[Sanctionné le 24 juillet, 1880.]

Préambule.

**A**TTENDU que l'augmentation en richesse et en population, dans les comtés d'Ottawa et de Pontiac, rend expédient de pourvoir à ce que l'administration de la justice y soit plus efficace ; En conséquence, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

Division du  
district judi-  
ciaire d'Otta-  
wa, nom de  
ces districts.

**1.** Le district judiciaire d'Ottawa sera divisé en deux districts judiciaires, dont l'un comprendra le comté d'Ottawa et sera appelé : " District d'Ottawa " et l'autre comprendra le comté de Pontiac et sera appelé : " District de Pontiac. "

Depuis et après le jour fixé pour cette fin, dans une proclamation qui sera émise par le lieutenant-gouverneur en conseil, fixant tel jour et les dates auxquelles les termes de la cour du banc de la reine, seront tenus dans les dits districts, déclarant que tel district sera établi pour toutes fins de l'administration de la justice, dans les causes criminelles, et déclarant de plus, qu'une prison et palais de justice convenables pour le district de Pontiac, ont été érigés à Bryson, dans le dit district ou à telle autre place qui, lors de la proclamation, sera le chef-lieu du comté de Pontiac,—le dit comté de Pontiac cessera ci-après, de former partie du district d'Ottawa, et tel district de Pontiac sera dorénavant pleinement établi pour toutes fins quelconques, et le dit district d'Ottawa comprendra le comté d'Ottawa seulement.

*NOTE.—Cette section, reproduite dans 49-50 V., c. 6, est notée au bas de la page 55 des S. R. P. Q., et mention en est faite comme référence à l'article 6023 des dits statuts.*

Proviso, quant  
aux procédu-  
res déjà com-  
mencées.

**2.** Pourvu toujours que, nonobstant toute telle proclamation, toutes poursuites, actions et procédures dans ou devant la cour supérieure ou toute autre cour civile ou criminelle, commencée avant le jour fixé dans telle proclamation, comme étant celui depuis et après lequel le district de Pontiac sera établi, ainsi que toutes affaires et procédures incidentes ou relatives à icelles, seront continuées, terminées, traitées et considérées comme si le district de Pontiac établi par telle proclamation, n'avait pas été proclamé.

3. Il y aura des officiers chargés de l'administration de la justice dans le district de Pontiac, comme dans les autres districts de la province; et après l'émission de la proclamation établissant tel district, des personnes convenables pourront être nommées pour remplir ces charges, et toutes autres dispositions légales concernant tels officiers respectivement, tant pour ce qui se rapporte au cautionnement à être fourni par eux ou la nomination des députés, que pour ce qui se rapporte à d'autres matières, s'appliqueront aux officiers analogues dans le dit district de Pontiac; pourvu toujours que le cautionnement qui sera fourni par tous tels officiers nommés dans le dit district de Pontiac, comme susdit, ne sera pas plus élevé que celui donné par les personnes occupant des charges analogues dans le district d'Ottawa.

Officiers dans le district de Pontiac.

4. A dater de la dite proclamation, tous les juges de paix pour le district d'Ottawa, résidant dans le comté de Pontiac, seront, sans autre commission, juges de paix pour le district de Pontiac, et cesseront de l'être pour le district d'Ottawa; et tous les juges de paix pour le district d'Ottawa, résidant dans le comté d'Ottawa, continueront à être juges de paix pour le district d'Ottawa.

Juges de paix dans Pontiac continuent sans autre commission.

5. Un juge de la cour supérieure pourra, à la volonté du gouverneur général en conseil, être nommé pour remplir les devoirs de sa charge, dans le district de Pontiac, lequel résidera à tel endroit qui sera désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil, mais jusqu'à ce que cette nomination soit faite, les devoirs de tel juge, seront remplis par le juge du district actuel d'Ottawa ou son successeur.

Juge pourra être nommé pour le district de Pontiac.

6. Il ne sera prélevé ni payé de taxes sur les procédures judiciaires, dans le district de Pontiac.

Pas de taxes judiciaires dans le district de Pontiac.

7. Les honoraires payables sur les procédures judiciaires, dans le district de Pontiac, seront les mêmes que ceux payables dans le district d'Ottawa, mais appartiendront aux officiers qui ont droit de les percevoir.

Les honoraires sur les procédures, sont les mêmes à Pontiac qu'à Ottawa.

8. Le conseil de comté du comté de Pontiac, est par le présent acte, autorisé à passer un règlement, permettant un emprunt n'excédant pas la somme de vingt cinq mille piastres, pour la construction d'une prison convenable et d'un palais de justice dans le dit comté, et dans ce but, à émettre des débentures signées par le préfet, et contre-signées par le secrétaire-trésorier du dit comté, lesquelles débentures seront faites en telle forme, et payables à telles personnes, à telles périodes, à tels endroits et à tel taux d'intérêt n'excédant pas six par cent par année, et seront

Emprunt par le conseil de comté de Pontiac, autorisé.

rachetables par un fonds d'amortissement ou autrement, selon que le dit conseil décidera ; lequel règlement devra, avant d'avoir force et effet, être approuvé par les électeurs du dit comté, et par le lieutenant-gouverneur en conseil, en la manière pourvue dans les sections 1 et 2, du chapitre six du titre 1er du livre 2ème, du code municipal de cette province.

Art. 1355 c. p.  
c. R. C., amen-  
dé, en consé-  
quence.

9. L'article 1355 du code de procédure civile du Bas Canada, est amendé de manière à comprendre le district de Pontiac parmi les districts de cette province.

#### 49-50 VICTORIA, CHAPITRE 6. (QUÉBEC.)

##### ACTE POUR CHANGER LE CHEF-LIEU DU DISTRICT JUDICIAIRE D'OTTAWA.

[Sanctionné le 21 juin, 1886.]

Préambule.

**A**TTENDU que la cité de Hull est l'endroit le plus central du comté d'Ottawa, le plus populeux et le plus commercial, de même que le plus facile d'accès pour tous les habitants du dit comté, et que l'intérêt public exige que le chef-lieu judiciaire maintenant au village d'Aylmer, soit transféré dans la dite cité de Hull ; et vu l'offre de la corporation de la cité de Hull de construire à ses propres frais un palais de justice et une prison convenables pour cette fin ; En conséquence, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

Transfert du  
chef-lieu jud.  
d'Ottawa à  
Hull, à cer-  
taines condi-  
tions.

1. Lorsque le comté de Pontiac se sera prévalu des dispositions de l'acte 43-44 Vict., chap. 7, et sera érigé en district séparé ; la cité de Hull sera pourvue d'un aqueduc capable de la protéger contre les incendies ;—que la corporation de la dite cité aura choisi un site jugé convenable par le gouvernement de la province, pour y construire un palais de justice et une prison, et que ce palais de justice, et cette prison auront été construits d'une manière satisfaisante pour toutes les fins d'administration de la justice le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, par proclamation, abolir le chef-lieu du district judiciaire d'Ottawa, maintenant établi au village d'Aylmer, et le transférer dans la dite cité de Hull, pour toutes les fins de l'administration de la justice, tant civile que criminelle.

NOTE.— Cette section est mentionnée au bas de la page 55 des S. R. P. Q., et comme référence dans l'article 6023 des dits statuts.

2. La construction des dits palais de justice et prison, Frais de construction du palais de justice. devra être faite aux frais de la corporation de la cité de Hull.

3. Les travaux de construction des dits palais de justice Contrôle de la construction. et prison seront faits sous la direction du commissaire de l'agriculture et des travaux publics, conformément aux plans, devis et estimation, qui auront été fournis par le dit commissaire, et approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

4. S'il reste à l'avenir une balance, chaque année, sur Emploi de la balance du fonds de bâtisses et des jurés. le fonds de bâtisses et des jurés, après le paiement des dépenses voulues par la loi, et de la dette actuellement due pour la construction des édifices publics à Aylmer, cette balance servira à rembourser la corporation de la cité de Hull, du coût de la construction des dits palais de justice et prison et des intérêts accrus sur le coût de cette construction.

La dite balance sera remise à la dite corporation à Remise de la balance. l'expiration de chaque année fiscale, par le trésorier de la province.

5. Lorsque le transfert du chef-lieu aura été fait Transfert des dossiers. conformément aux dispositions de cet acte, le lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil publié dans la Gazette Officielle de Québec, pourra ordonner le transport, dans un délai fixé à sa discrétion, de tous les dossiers, registres, documents et archives, pièces et procédures judiciaires de la cour siégeant au village d'Aylmer, au chef-lieu, dans la cité de Hull; et toutes les affaires judiciaires ressortant Transaction des affaires après le transfert. au présent chef-lieu du district d'Ottawa, devront se transiger dans la dite cité de Hull, à compter de l'expiration de ce délai.

6. Il sera du devoir des shérif, protonotaire, greffier et Devoirs des officiers de justice au sujet de ce transfert. autres officiers du district d'Ottawa, de faire la transmission des dits documents, dans le délai fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil, sous les peines d'une amende de cinq cents piastres, et à défaut de paiement, d'un emprisonnement de six mois.

7. Sur le refus ou la négligence des susdits officiers, de Refus de ces officiers d'obéir. se conformer aux devoirs mentionnés dans la section précédente, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser toute autre personne compétente à faire cette transmission; et les frais et déboursés occasionnés par cette Frais de transfert. transmission seront à la charge de la province.

8. Après la transmission des dits documents, toutes les Procédure après le transfert. procédures déjà faites seront continuées au dit nouveau

chef-lieu dans la cité de Hull, comme si elles eussent été prises et commencées dans cet endroit.

**Suspension de la prescription.**

**9.** Le cours de la prescription et tous les délais de procédure, dans toute cause pendante au chef-lieu aboli, seront suspendus et cesseront de courir depuis le jour fixé pour la transmission des dits documents, jusqu'au jour de l'ouverture des séances de la cour au nouveau chef-lieu.

**Reprise des procédures.**

**10.** La reprise des procédures dans ces causes pendantes n'exigera aucun avis nouveau.

**Cour de H. H. abolie.**

**11.** La cour de circuit siégeant en la cité de Hull, cessera d'exister dès que le chef-lieu y aura été établi conformément aux dispositions du présent acte.

**Palais de justice considéré ouvrage public.**

**12.** Le palais de justice et la prison ainsi construits dans la dite cité de Hull seront considérés être un ouvrage public et sous le contrôle du commissaire de l'agriculture et des travaux publics.

#### 44-45 VICTORIA, CHAPITRE 23. (QUÉBEC.)

##### ACTE POUR CHANGER LE CHEF-LIEU DU DISTRICT JUDICIAIRE DE KAMOURASKA.

[Sanctionné le 30 juin, 1881.]

**Preamble.**

**A**TTENDU que le chef-lieu du district judiciaire de Kamouraska, existant aujourd'hui au village de St-Louis de Kamouraska, dans le comté de Kamouraska, ne se trouve plus le véritable centre de la population du dit district; attendu que l'endroit le plus central, tant par la population que par les affaires commerciales, se trouve dans la ville de Fraserville, dans le comté de Témiscouata; attendu que le palais de justice et prison de Kamouraska a été détruit par l'incendie et qu'il serait dans l'intérêt de tous les habitants qu'il fût reconstruit au lieu le plus central du dit district, et vu l'offre de la corporation de la ville de Fraserville de construire à ses propres frais, le dit palais de justice et prison;

En conséquence, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit:

**Transfert du chef-lieu de Kamouraska dans la ville de Fraserville à certaines conditions.**

**1.** Aussitôt que la corporation de la ville de Fraserville, dans le comté de Témiscouata, aura construit dans la dite ville, un palais de justice et prison, propres à toutes les fins de l'administration de la justice, le lieutenant-gouver-

neur en conseil pourra, par proclamation, abolir le chef-lieu judiciaire du district de Kamouraska maintenant établi au village de St-Louis de Kamouraska, et le transférer dans la dite ville de Fraserville, dans le comté de Témiscouata, pour toutes les fins de l'administration de la justice tant civile que criminelle.

NOTE.— Cette section est notée comme référence à l'art. 6023 des S. R. P. Q.

2. La construction du dit palais de justice et prison, devra être faite aux frais de la corporation de la ville de Fraserville, et terminée dans les deux ans à compter de la passation du présent acte.

Frais de construction du palais de justice.

3. Les travaux de construction du dit palais de justice et prison seront faits sous la direction du commissaire de l'agriculture et des travaux publics, conformément aux plans, devis et estimation qui auront été fournis par le dit commissaire et approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Contrôle de la construction du palais de justice.

4. Les débetures émises jusqu'à ce jour, pour défrayer les dépenses du palais de justice et prison du district judiciaire de Kamouraska, seront à la charge de la province.

Paiement des débetures pour frais du palais de justice.

5. Toutes les taxes spéciales imposées sur le district de Kamouraska, en conformité de l'acte 12 Viet., chap. 112, cesseront d'être perçues à compter du transfert du chef-lieu fait en vertu du présent acte; et dès lors les taxes pour le dit district, seront prélevées comme il est pourvu dans l'ordre en conseil du trente novembre mil huit cent soixante et un pour les districts y mentionnés.

Certaines taxes spéciales doivent cesser à compter du transfert du chef-lieu.

6. S'il reste, à l'avenir, une balance, chaque année, sur le fonds de bâtieses et de jurés après le paiement des dépenses voulues par la loi, cette balance servira à rembourser la corporation de la ville de Fraserville, du coût de la construction du dit palais de justice et prison et des intérêts accrus sur le coût de cette construction; et la dite balance sera remise à la dite corporation, à l'expiration de chaque année fiscale, par le trésorier de la province.

Emploi de la balance sur le fonds de bâtieses et de jurés.

7. Lorsque le transfert du chef-lieu aura été fait conformément au présent acte, le lieutenant-gouverneur pourra, par un ordre en conseil publié dans la "Gazette Officielle de Québec," ordonner, dans un certain délai fixé à sa discrétion, le transport de tous les dossiers, registres, documents et archives, pièces et procédures judiciaires, de la cour

Transfert des dossiers après le transfert du chef-lieu.

Transaction  
des affaires  
après ce  
transfert.

siégeant au village de St-Louis de Kamouraska, au chef-lieu, dans la ville de Fraserville, dans le comté de Témiscouata ; et toutes les affaires judiciaires ressortant au présent chef-lieu du district de Kamouraska, devront se transiger dans la dite ville de Fraserville, à compter de l'expiration de ce délai.

Devoirs de  
certains offi-  
ciers au sujet  
de la trans-  
mission des  
documents.

8. Il sera du devoir des shérif, protonotaire, greffier et autres officiers du district de Kamouraska, de faire la transmission des dits documents, dans le délai fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil, sous les peines d'une amende de cinq cents piastres, et à défaut de paiement, d'un emprisonnement de six mois.

Refus des offi-  
ciers de rem-  
plir les de-  
voirs ci-des-  
sus.

9. Sur le refus ou la négligence des sus dits officiers de se conformer aux devoirs mentionnés dans la section précédente, le lieutenant-gouverneur en conseil, pourra autoriser toute autre personne compétente à faire cette transmission, et les frais et déboursés occasionnés pour cette transmission, seront à la charge de la province.

Frais de  
transmission.

Procédure  
après la  
transmission.

10. Après la transmission des dits documents, toutes les procédures déjà faites seront continuées au dit chef-lieu de Fraserville comme si elles eussent été prises et commencées dans cet endroit.

Suspension  
de la pres-  
cription.

11. Le cours de la prescription et tous les délais de procédure, dans toute cause pendant au chef-lieu aboli, seront suspendus et cesseront de courir depuis le jour fixé pour la transmission des dits documents, jusqu'au premier jour de l'ouverture des séances de la cour au nouveau chef-lieu.

Reprise des  
procédures.

12. La reprise des procédures dans ces causes pendantes n'exigera aucun avis nouveau.

Siège de la  
cour de cir-  
cuit de l'Isle  
Verte, non  
affecté.

13. Le changement de place du chef-lieu du district judiciaire de Kamouraska n'affectera pas l'existence de la cour de circuit siégeant à l'Isle Verte, dans le comté de Témiscouata.

Palais de jus-  
tice, ouvrage  
public.

14. Le palais de justice et prison ainsi construit dans la dite ville de Fraserville sera considéré être un ouvrage public et sous le contrôle du commissaire des travaux publics.



## 50 VICTORIA, CHAPITRE 22. (QUÉBEC.)

ACTE POUR DÉTACHER UNE PARTIE DE LA MUNICIPALITÉ DE KINGSEY FALLS, DU COMTÉ DE DRUMMOND, ET L'ANNEXER A LA MUNICIPALITÉ DU CANTON DE WARWICK, DANS LE COMTÉ D'ARTHABASKA, POUR TOUTES FINS QUELCONQUES.

[Sanctionné le 18 mai, 1887.]

**A**TTENDU qu'une partie de la municipalité de Kingsey Falls, dans le comté de Drummond, est déjà annexée par décret canonique, à la paroisse de Saint Médard de Warwick, dans le comté d'Arthabaska, pour les fins religieuses; Attendu que les habitants de cette partie de la municipalité de Kingsey Falls, ont demandé par pétition d'être annexé, pour toutes fins quelconques, à la municipalité du canton de Warwick, et qu'il est juste d'accéder à leur demande; A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE.—Les sections 1 et 2 de ce chapitre sont entrées en substance aux articles 64, 72 et 73 de la refonte; mais sont répétées ici pour donner suite à l'article 3 qui demeure en vigueur.

1. Toute cette partie de la municipalité de Kingsey Falls, dans le comté de Drummond, désignée comme étant les lots de terre numéros 19, 20, 21 et 22 du deuxième rang du canton de Warwick, les lots numéros 19, 20 et 21 du troisième rang, et les lots numéros 19 et 20 du quatrième rang du même canton de Warwick sera, à compter de la passation du présent acte, détachée de la municipalité de Kingsey Falls, dans le comté de Drummond, et annexée à la municipalité du canton de Warwick, dans le comté d'Arthabaska, pour toutes fins quelconques.

2. Les numéros 2 et 18 du tableau de l'article 5; les numéros 2 et 22 du tableau de l'article 13, ainsi que les numéros 2 et 20 du tableau de l'article 14, de l'acte 49-50 Vict., chap. 96, sont modifiés en conséquence.

3. L'article 81 du code municipal de la province de Québec s'appliquera au partage des dettes, obligations et créances communes de la dite partie détachée avec la municipalité de Kingsey Falls, dont la première est détachée.

Toutes dettes contractées ou taxes imposées et aujourd'hui exigibles dans la municipalité de Kingsey Falls, seront supportées par la partie détachée au *pro rata* de l'évaluation de ses biens imposables, et seront payables et exigibles de la même manière que si le présent acte n'eût pas été passé; et dans ce cas de dettes contractées avant

Preamble.

Partie du comté de Drummond annexée au comté d'Arthabaska.

Art. 5 et 13, 49-50 V. c. 96 amendés.

Art. 81, C. M., applicable au partage des dettes, etc.

Partie de la municipalité qui doit supporter les dettes.

Assignation  
dans ce cas.

la séparation des dites municipalités, le secrétaire-trésorier de la municipalité du canton de Warwick, dans le comté d'Arthabaska, sera tenu de fournir au secrétaire-trésorier du conseil du comté de Drummond, un extrait du rôle d'évaluation de sa municipalité, lequel extrait contiendra l'évaluation des biens affectés au paiement de telles dettes ou taxes.

Dans tous procédés judiciaires pour le recouvrement de telles dettes ou taxes, la partie détachée pourra être assignée devant le même dit tribunal que la municipalité de Kingsey Falls dont elle est détachée.

#### CONFIRMATION DE LIGNES DE DIVISION.

NOTE.—*Les actes ci-dessous, quoique seulement d'intérêt local, sont entrés ici pour donner suite au dispositif de l'article 5709 des S. R. P. Q.*

#### 24 VICTORIA, CHAPITRE 78. (CANADA.)

ACTE POUR CONFIRMER CERTAINS ARPENTAGES DANS LES TOWNSHIPS DE LINGWICK, BURY ET ORFORD.

[Sanctionné le 18 mai, 1861.]

Préambule.

**C**ONSIDÉRANT que la compagnie des terres de l'Amérique Britannique a acquis de la couronne et est devenue primitivement propriétaire de toutes les terres dans le township de Bury, dans le Bas Canada, à l'exception d'un certain lot de terre portant le numéro seize dans le huitième rang des rangs du dit township, tel que tiré dans l'arpentage primitif fait par le gouvernement de cette province, du quart nord du dit township; et considérant que la dite compagnie des terres de l'Amérique Britannique a acquis de la couronne et est devenue primitivement propriétaire de tout le township de Lingwick, dans le Bas Canada, excepté cinq cents acres de terres situés dans cette partie du dit township non encore arpentés; et considérant que la dite compagnie des terres de l'Amérique Britannique a acquis de la couronne et est devenue primitivement seule propriétaire d'une grande partie des terres des huitième, neuvième, dixième, onzième, douzième, treizième, quatorzième, quinzième, seizième, dix-septième et dix-huitième rangs du township d'Orford, dans le Bas Canada, tels que tirés lors du premier arpentage du dit township d'Orford par le gouvernement de cette province; et considérant que les dites terres dans les townships susdits sont maintenant possédées en pleine propriété par la dite compagnie des terres de l'Amérique Britannique et ses ayants cause; et considérant que la dite compagnie des terres de l'Amérique Britannique, avant l'aliénation

de telles parties des dites terres dans les dits townships qu'elle possédait comme propriétaire comme susdit, afin de faciliter l'établissement des dites terres, en a fait faire un arpentage et des arpentages, avec des plans figuratifs d'icelles, par des arpenteurs provinciaux, par un mesurage exact, divisant et subdivisant les parties des dits townships ainsi arpentées par elle en rangs et lots différant en grandeur et en arrangement de lots, et de désignations de rangs et de lots différents, d'après le mode adopté pour les plans des arpentages primitifs de ces terres, fait par le gouvernement, en autant que les arpentages primitifs des dites terres avaient été faits ; et considérant que la dite compagnie des terres de l'Amérique Britannique a transféré et aliéné divers lots et lisières de ces terres à des colons y établis, dont la description dans les titres d'aliénation et de transport est basée sur les arpentages des dites terres et les plans figuratifs faits à l'instance de la dite compagnie, et que pour obvier à tous doutes et régler toutes questions de titre à propos de ces terres, il est expédient de ratifier et confirmer les dits arpentages, mesurages et plans figuratifs des dites terres, faits à l'instance de la dite compagnie des terres de l'Amérique Britannique ; A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement du conseil législatif et de l'assemblée législative du Canada, décrète ce qui suit :

1. L'arpentage et mesurage de ces parties du township de Bury, dans le Bas Canada, qui a été ci-devant fait par Joseph Pennoyer, écuyer, et John Sullivan, écuyer, arpenteurs provinciaux, pour la compagnie des terres de l'Amérique Britannique, des terres dans le dit township appartenant à la dite compagnie à l'époque où cet arpentage et mesurage a été fait, dont les notes d'arpentage primitives et le plan figuratif ont été déposés et se trouvent maintenant au bureau de la dite compagnie des terres de l'Amérique Britannique, dans la ville de Sherbrooke, dans le Bas Canada, est par le présent confirmé et ratifié, et les désignations des lots et rangs, le mesurage et l'arrangement d'iceux sont par le présent déclarés avoir et avoir eu à l'égard de la dite compagnie et de toute personne possédant un titre provenant d'elle, toute la force et effet et l'authenticité d'un arpentage fait par le gouvernement de cette province et à son instance ; et il est de plus statué, que l'arpentage primitif du quart nord du dit township de Bury, par le gouvernement provincial, à part et excepté le lot numéro seize, dans le huitième rang du dit township de Bury, est par le présent annulé et mis de côté, et l'arpentage des dits Joseph Pennoyer et John Sullivan est par le présent substitué à la place d'icelui ; pourvu, toujours, qu'une vraie copie des notes d'arpentage et du plan figuratif du dit

Arpentage de certaines parties de Bury fait par Pennoyer et Sullivan, confirmé.

Proviso : une copie des notes d'arpentage et plan sera déposée entre les mains du commissaire des T. C.

Leur effet,

arpentage des dits Joseph Pennoyer et John Sullivan, certifiée comme telle par le dit Joseph Pennoyer, soit déposée et reste entre les mains du commissaire des terres de la couronne, et que des extraits ou copies en puissent être obtenus du dit commissaire des terres de la couronne, lesquels auront la même force et authenticité, et seront vérifiés de la même manière, dans toutes cours et places, qu'ont et sont vérifiés les arpentages primitifs et plans figuratifs faits à l'instance du gouvernement de cette province.

Arpentage de certaines parties de Lingwick fait par Pennoyer et Sullivan, confirmé.

2. L'arpentage et mesurage de ces parties du township de Lingwick, dans le Bas Canada, qui a été ci-devant fait par Joseph Pennoyer, écuyer, et John Sullivan, écuyer, arpenteurs provinciaux, pour la compagnie des terres de l'Amérique Britannique, des terres dans le dit township appartenant à la dite compagnie à l'époque où cet arpentage et mesurage a été fait, dont les notes d'arpentage primitives et le plan figuratif ont été déposés et se trouvent maintenant au bureau de la dite compagnie des terres de l'Amérique Britannique, dans la ville de Sherbrooke, dans le Bas Canada, est par le présent confirmé et ratifié, et les désignations des lots et rangs, le mesurage et l'arrangement d'iceux sont par le présent déclarés avoir et avoir eu, à l'égard de la dite compagnie et de toute personne possédant un titre provenant d'elle, toute la force et effet, et l'authenticité d'un arpentage fait par le gouvernement de cette province et à son instance ; et il est de plus statué, que l'arpentage primitif du quart ouest du dit township de Lingwick, par le gouvernement provincial, est par le présent annulé et mis de côté, et l'arpentage des dits Joseph Pennoyer et John Sullivan est par le présent substitué à la place d'iceui ; pourvu, toujours, qu'une vraie copie des notes d'arpentage et du plan figuratif du dit arpentage des dits Joseph Pennoyer et John Sullivan, certifiée comme telle par le dit Joseph Pennoyer, soit déposée et reste entre les mains du commissaire des terres de la couronne, et que des extraits ou copies en puissent être obtenus du dit commissaire des terres de la couronne, lesquels auront la même force et authenticité, et seront vérifiés de la même manière, dans toutes cours et places qu'ont et sont vérifiés les arpentages primitifs et plans figuratifs faits à l'instance du gouvernement de cette province.

Proviso : une copie des notes d'arpentage et plan sera déposée entre les mains du commissaire des terres de la couronne.

Leur effet.

Arpentages de certaines parties d'Orford faits par Pennoyer et Wells confirmés.

3. Les arpentages, mesurages et plan figuratif de Joseph Pennoyer, écuyer, et d'Oliver Wells, écuyer, arpenteurs provinciaux, à l'instance de la compagnie des terres de l'Amérique Britannique, ci-devant faits de parties des huitième, neuvième, dixième, onzième, douzième, treizième,

quatorzième, quinzième, seizième, dix-septième et dix-huitième rangs du township d'Orford, dans le Bas Canada, appartenant, à l'époque où ces arpentages et mesurages furent faits, à la Compagnie des terres de l'Amérique Britannique, par lesquels certains lots tels que décrits dans l'arpentage primitif du dit township, furent changés, subdivisés et inclus dans certaines limites plus étendues désignées respectivement comme les rangs A, B, C, D, E et F, sont par le présent confirmés et ratifiés, et les désignations de rangs et de lots dans le plan figuratif des dits arpentages et mesurages sont par le présent déclarées être et avoir été authentiques, et les cahiers de notes d'arpentage et le plan figuratif faits par les dits arpenteurs provinciaux, auront la même authenticité et la même force obligatoire relativement aux titres basés sur les dits arpentages et plan, qu'ont les cahiers de notes d'arpentage et le plan figuratif indiquant l'arpentage primitif du dit township, relativement aux titres basés sur le dit arpentage primitif; pourvu, toujours, qu'une copie des notes d'arpentage et du plan figuratif des dits arpentages et mesurages des dits Joseph Pennoyer et Oliver Wells, certifiées comme telle par le dit Joseph Pennoyer, soit déposée et reste entre les mains du commissaire des terres de la couronne, et que des extraits ou copies en puissent être obtenus, et authentiqués de la même manière que les extraits ou copies des notes d'arpentage et plans de tout arpentage primitif fait par le gouvernement, peuvent être obtenus et authentiqués; pourvu, néanmoins, que rien de contenu dans cet acte ne sera censé avoir l'effet d'annuler ou mettre de côté l'arpentage primitif, ou aucune partie d'icelui, du dit township d'Orford, comme description des divisions générales du dit township en rangs et lots, ou affecter en aucune manière les titres d'aucune personne ou corps politiques, à part et excepté ceux qui sont basés sur les mesurages et la description contenue dans les dits arpentages et plan figuratif de Joseph Pennoyer et Oliver Wells, et possédés par la compagnie des terres de l'Amérique Britannique, ou provenant d'elle.

Proviso: une copie des notes d'arpentage et plan sera déposée entre les mains du commissaire des terres de la couronne.

Proviso: cet acte n'affectera pas l'arpentage primitif pour certaines uns, ou les titres non basés sur l'arpentage de Pennoyer et Wells.

4. Les arpentages faits à l'instance de la compagnie des terres de l'Amérique Britannique, comme susdit, des townships de Lingwick et Bury, en autant qu'ils ont été arpentés, seront tenus et considérés, à toutes fins et intentions quelconques, comme étant les arpentages primitifs des dits townships, et particulièrement pour les fins mentionnées dans la section soixante-et-douze du chapitre trente-sept des Statuts refondus pour le Bas Canada, et les lots changés, et les sub-divisions de lots primitifs dans le township d'Orford susdit, contenus dans l'arpentage de Joseph Pennoyer et Oliver Wells, ci-dessus confirmé, paraîtront dans

Les dits arpentages de Lingwick et Bury considérés les arpentages primitifs, etc., en vertu du c. 17, s. 72, des Stat. Ref. R. C.

Quant aux lots changés, etc., dans Orford, et arpentage primitif

de ce town-  
ship.

les plans mentionnés dans la dite soixante-douzième section de l'acte susdit, sous les mêmes désignations quant aux rangs et aux lots qu'ils sont désignés dans le plan figuratif de l'arpentage des dits Joseph Pennoyer et Oliver Wells, dont une copie devra être déposée comme susdit entre les mains du commissaire des terres de la couronne, et, tandis que l'arpentage primitif du dit township d'Orford restera comme description de la division générale du dit township en lots et rangs, l'arpentage des dits Joseph Pennoyer et Oliver Wells, tel qu'indiqué par leur dit plan figuratif comme formant certains rangs de lots modifiés ou changés, savoir, les rangs A, B, C, D, E et F, est par le présent censé et déclaré être reconnu comme un arpentage et mesurage véritable et exact des terres qui y sont désignées, et comme déterminant l'identité, la localité et la quantité de tout lopin de terre dans ces rangs en dernier lieu mentionnés, lorsqu'il sera contesté relativement à tout titre possédé par la dite compagnie des terres de l'Amérique Britannique, ou toute personne ou partie tenant un titre directement ou indirectement d'elle.

Quant aux  
parties de  
Bury et Ling-  
wick restant  
à arpenter.

Arpentage  
d'office pour-  
ra être fait  
par des arpen-  
teurs provin-  
ciaux.

5. Les parties des dits townships de Bury et Lingwick restant à arpenter, pourront en aucun temps à l'avenir être arpentées à l'instance de la compagnie des terres de l'Amérique Britannique, par un ou des arpenteurs provinciaux dûment patentés, et des copies des notes d'arpentage et des plans figuratifs de ces arpentages, certifiées par l'arpenteur ou les arpenteurs qui les auront faits, seront déposées entre les mains du commissaire des terres de la couronne, et les originaux d'iceux seront déposés et resteront au bureau de la compagnie des terres de l'Amérique Britannique, dans la ville de Sherbrooke, dans le Bas Canada, et si ces arpentages qui seront ainsi faits, sont approuvés par le commissaire des terres de la couronne, et lorsque et aussitôt qu'ils seront ainsi approuvés par le dit commissaire des terres de la couronne, les dits arpentages projetés, et les parties des mesurages, notes d'arpentage, et plans figuratifs d'iceux, auront la même force et authenticité, et seront vérifiés de la même manière que les arpentages, notes d'arpentage, et plans figuratifs déjà faits des dits townships, sont par le présent acte déclarés avoir et devoir être vérifiés.

Acte public.

6. Le présent acte sera réputé acte public.

23 VICTORIA, CHAPITRE 83. (CANADA.)

ACTE POUR ÉTABLIR ET CONFIRMER LES LIGNES LATÉRALES DE LOTS DANS LE TOWNSHIP DE CLARENDON, DANS LE COMTÉ DE PONTIAC.

[Sanctionné le 19 mai, 1860.]

**A**TTENDU que par une pétition des habitants du township de Clarendon, dans le comté de Pontiac, il appert qu'il résultera de grands inconvénients du changement des lignes latérales actuelles, qui courent parallèlement à la ligne frontière entre les townships de Bristol et Clarendon ; et attendu que les dits habitants ont demandé que les dites lignes soient établies et confirmées comme parallèles à la dite ligne frontière ; A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement du conseil législatif et de l'assemblée législative du Canada, décrète ce qui suit :

1. Nonobstant tout acte ou ordonnance contraire, toutes les lignes latérales entre les lots dans le township de Clarendon, qui ont été tirées des jalons plantés aux angles de front des lots respectifs dans l'arpentage primitif du township, ou (là où tels jalons ont été détruits ou perdus) qui ont été tirées des jalons plantés aux angles de front des dits lots, en conformité aux dispositions de la quarante-septième section de l'acte qui se trouve sous le chapitre soixante-dix-sept des Statuts refondus du Canada, parallèlement à la dite ligne frontière, aux lignes de profondeur des dits lots respectifs, sont par le présent établies et confirmées, et toutes les lignes latérales dans le township de Clarendon qui seront dorénavant arpentées seront tirées de la même manière ; pourvu que dans le cas où aucune personne éprouvera des dommages par suite de l'application du présent acte, elle en recevra compensation par celui ou ceux qui tireront avantage de tel changement ; et la compensation qui sera faite, ainsi que les personnes qui devront la faire et la recevoir, sera désignée par un arpenteur juré nommé par le commissaire des terres de la couronne, et sa décision, approuvée par le commissaire des terres de la couronne, sera sans appel.

Les lignes tirées d'une certaine manière confirmées.

Proviso: les parties qui y perdent recevront compensation de ceux qui en tireront avantage.

2. Le front de chaque tel lot, pour toutes les fins du présent acte, sera la partie ou limites d'icelui qui sera le plus près de la Rivière Ottawa.

Que sera le front des lots.

3. Le présent acte sera considéré comme acte public.

Acte public.

## 27 VICTORIA, CHAPITRE 34. (CANADA.)

ACTE POUR ÉTABLIR DES LIGNES LATÉRALES DANS LE TOWNSHIP DE BRISTOL, DANS LE COMTÉ DE PONTIAC.

[Sanctionné le 15 octobre, 1863.]

Préambule.

CONSIDÉRANT que le conseil municipal du township de Bristol a représenté, par sa pétition, qu'il y aurait de grands inconvénients pour les lignes latérales de ce township, d'établir ces lignes latérales d'un poteau à l'autre, d'autant plus que les lignes déjà établies sont ou devraient être parallèles à la ligne de division du township de Clarendon ; et qu'il est désirable que les lignes ainsi établies soient considérées comme correctes, et que toutes les lignes à établir soient parallèles à la dite ligne de division du township de Clarendon ; et qu'il est expédient d'accéder aux conclusions de la dite pétition ; A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement du conseil législatif et de l'assemblée législative du Canada, décrète ce qui suit :

Lignes latérales confirmées : comment établies à l'avenir.

1. Les lignes latérales dans le township de Bristol déjà établies exactement soit d'une borne à l'autre ou parallèlement à la ligne de division du township de Clarendon, par des arpenteurs dûment commissionnés, seront et sont, en vertu du présent, réputées correctes, et toutes les lignes latérales qui seront établies à l'avenir dans le dit township de Bristol, seront parallèles à la ligne de division du dit township de Clarendon ; nonobstant toute chose contenue dans le chapitre soixante-et-dix-sept des Statuts refondus du Canada ou dans tout autre acte ou loi à ce contraire.

Acte public.

2. Le présent acte sera réputé acte public.

## 29-30 VICTORIA, CHAPITRE 85. (CANADA.)

ACTE POUR RECTIFIER LES LIGNES DE DIVISION ET ASSURER LES TITRES DANS CERTAINS RANGS DU TOWNSHIP DE GRENVILLE.

[Sanctionné le 15 août, 1866.]

Préambule.

CONSIDÉRANT que par le fait de défectuosités dans l'arpentage primitif du township de Grenville, le tracé erroné de diverses lignes de division a rendu confuses et incertaines les lignes de division de lots dans les sixième, septième et huitième rangs, et que des lettres-patentes accordées aux personnes qui occupent quelques uns de ces



lots contiennent une description erronée de tels lots ; A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement du conseil législatif et de l'assemblée législative du Canada, décrète ce qui suit :

1. Le tracé ou plan fait par James Dignan, député-arpenteur provincial, en juin, mil huit cent cinquante-huit, sur l'arpentage de vérification des dits lots et rangs exécuté par ordre de l'honorable commissaire des terres de la couronne et déposé au département des terres de la couronne avec le rapport du dit James Dignan, en date du vingt-deuxième jour de juillet, mil huit cent cinquante-huit, est par le présent confirmé et reconnu comme fixant les véritables et légales lignes de division des lots décrits et indiqués d'après les corrections aux dites lignes de division suggérées par le dit James Dignan sur la dite carte ou plan et dans le rapport susdit.

Plan et arpentage de J. Dignan, confirmé.

2. Dans tous les cas où il sera constaté que les lettres patentes accordées par Sa Majesté, pour aucun lot ou partie de lot de terre dans aucun des dits rangs ne renferment pas une exacte description de tel lot, il sera loisible au porteur de telles lettres patentes ou au propriétaire de tel lot de remettre à Sa Majesté ces lettres patentes ou de consentir à ce qu'elles soient annulées, et sur ce, de nouvelles lettres patentes seront émises en faveur de la personne ayant droit à tel lot de terre ; une fois émises ces lettres patentes seront dûment enregistrées, et alors, tous titres, instruments, transports et hypothèques précédemment exécutés ou créés à l'égard de tel lot de terre ne seront censés n'avoir effet que pour tel lot décrit dans les nouvelles lettres patentes et d'après les lignes de division de tel lot établies par le présent acte, et non à une partie ou lopin de terre y adjacent ou qui, auparavant, était censé constituer le lot de terre ou en faire partie.

Nouvelles lettres patentes pourront être émises dans le cas d'erreur dans les patentes antérieures.

Hypothèques existantes, etc., comment applicables.

3. Le présent sera réputé acte public.

Acte public.

#### 42-43 VICTORIA, CHAPITRE 46. (QUÉBEC.)

ACTE POUR AMENDER L'ACTE POUR RECTIFIER LES LIGNES DE DIVISION, ET ASSURER LES TITRES, DANS CERTAINS RANGS DU TOWNSHIP DE GRENVILLE.

[Sanctionné le 31 octobre, 1879.]

ATTENDU que par un acte passé dans la trentième année du règne de Sa Majesté, vingt-neuf et trente Vict., chap. 85 et intitulé : " Acte pour rectifier les lignes

Preamble.

de division et assurer les titres dans certains rangs du township de Grenville," il est pourvu par la deuxième section du dit acte que " Dans tous les cas où il sera constaté que les lettres patentes accordées par Sa Majesté, pour aucun lot ou partie de lot de terre dans aucun des dits rangs, ne renferment pas une exacte description de tel lot, il sera loisible au porteur de telles lettres patentes ou au propriétaire de tel lot de remettre telles lettres patentes à Sa Majesté, ou de consentir à ce qu'elles soient annulées, et sur ce, de nouvelles lettres patentes seront émises en faveur de la personne ayant droit à tel lot de terre ; "

Et attendu qu'il a été trouvé impraticable d'obtenir la rémission de certaines lettres patentes émises pour certains lots dans certains rangs du dit township de Grenville, mentionnés dans l'acte ci-dessus cité, en la manière pourvue par la dite deuxième section du dit acte, lesquelles lettres patentes ne contiennent pas une description correcte des terrains qui doivent être transportés ;

Et attendu qu'il est désirable et expédient de pourvoir à d'autres moyens pour la rectification des dites lettres patentes, et pour la protection des parties intéressées dans les dits terrains ; A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

Interprétation : lettres patentes de A. McInnis.

1. Les lettres patentes en faveur de Allan McInnis, portant date du 20e jour d'octobre 1838, et étant censées être pour la moitié sud du lot 26, dans le 6e rang du dit township de Grenville, contenant cent trois arpents et demi en superficie, et l'allouance ordinaire pour les grands chemins, seront lues et interprétées par toutes les cours, et pour toutes fins, comme si les dites lettres avaient été originellement émises pour la moitié sud du lot 26, dans le 7e rang de Grenville susdit, contenant cent trois arpents et demi en superficie, avec l'allouance ordinaire pour les grands chemins.

Lettres patentes de John McInnis.

2. Les lettres patentes en faveur de John McInnis, portant date du 20e jour d'octobre 1838, et étant censées être pour la moitié nord du lot 26, dans le 6e rang du dit township de Grenville, contenant cent trois arpents et demi en superficie, et l'allouance ordinaire pour les grands chemins, seront lues et interprétées par toutes les cours, et pour toutes fins, comme si les dites lettres avaient été originellement émises pour la moitié nord du lot 26, dans le 7e rang de Grenville susdit, contenant cent trois arpents et demi en superficie, avec l'allouance ordinaire pour les grands chemins.

3. Les lettres patentes en faveur de Thomas Young, portant date du 10e jour d'avril 1835, étant censées être pour la moitié ouest du lot 27, dans le 6e rang du dit township de Grenville, contenant quatre-vingt-sept arpents et demi en superficie, et l'allouance ordinaire pour les grands chemins, seront lues et interprétées par toutes les cours, et pour toutes fins, comme si les dites lettres patentes avaient été originairement émises pour la moitié ouest du lot 27, dans le 7e rang de Grenville susdit, contenant quatre-vingt-sept arpents et demi en superficie, avec l'allouance ordinaire pour les grands chemins.

Lettres  
patentes de  
Thomas  
Young.

4. Les lettres patentes en faveur de Robert Campbell, portant date du 30e jour de mai 1859, et étant censées être pour la moitié sud du lot 26, dans le 7e rang du dit township de Grenville, contenant cent trois arpents et demi en superficie, et l'allouance ordinaire pour les grands chemins, seront lues et interprétées par toutes les cours, et pour toutes fins, comme si les dites lettres patentes avaient été émises originairement pour la moitié sud du lot 26, dans le 7e rang de Grenville susdit, contenant cent trois arpents et demi en superficie, avec l'allouance ordinaire pour les grands chemins.

Lettres  
patentes de  
Robert Camp-  
bell.

5. Les lettres patentes en faveur des représentants légaux de John McTeague, portant date du 16e jour d'août 1845, étant censées être pour la moitié nord du lot 26, dans le 7e rang du dit township de Grenville, contenant cent trois arpents et demi en superficie, avec l'allouance ordinaire pour les grands chemins, seront lues et interprétées par toutes les cours, et pour toutes fins, comme si les dites lettres avaient été émises originairement pour la moitié nord du lot 26, dans le 8e rang de Grenville susdit, contenant cent trois arpents et demi en superficie, avec l'allouance ordinaire pour les grands chemins.

Lettres  
patentes de  
John  
McTeague.

6. Les lettres patentes en faveur de Hugh McNeil, portant date du 24e jour de juin 1837, étant censées être pour le lot 27 en entier, dans le 7e rang du dit township de Grenville, contenant cent soixante-quinze arpents en superficie, avec l'allouance ordinaire pour les grands chemins, seront lues et interprétées par toutes les cours, et pour toutes fins, comme si les dites lettres avaient été émises originairement pour le dit lot 27 en entier, dans le 8e rang de Grenville susdit, contenant cent cinquante-quatre arpents en superficie, avec l'allouance ordinaire pour les grands chemins.

Lettres  
patentes de  
Hugh  
McNeil.

7. Les lettres patentes en faveur de Robert Murphy, portant date du 10e jour d'avril 1835, étant censées être pour

Lettres  
patentes de  
Robert Mur-  
phy.

la moitié sud du lot 27 dans le 8e rang du dit township de Grenville, contenant 77 arpents en superficie, et l'allouance ordinaire pour les grands chemins, seront lues et interprétées par toutes les cours, et pour toutes fins, comme si les dites lettres patentes avaient été émises originairement pour la moitié sud du lot 27, dans le 8e rang nord de Grenville susdit, contenant 77 arpents en superficie, avec l'allouance ordinaire pour les grands chemins.

Lettres  
patentes de  
Wm. Murphy.

8. Les lettres patentes en faveur de Wm. Murphy, portant date du 20e jour de juillet 1832, étant censées être pour la moitié nord du lot 27, dans le 8e rang du dit township de Grenville, contenant 77 arpents en superficie, et l'allouance ordinaire pour les grands chemins, seront lues et interprétées par toutes les cours, et pour toutes fins, comme si les dites lettres patentes avaient été originairement émises pour la moitié nord du lot 27, dans le 8e rang nord de Grenville susdit, contenant 77 arpents en superficie, avec l'allouance ordinaire des grands chemins.

Interpréta-  
tion de cer-  
tains contrats  
affectant les  
lots ci-dessus  
mentionnés.

9. Tout contrat, testament, hypothèque, transport ou autre instrument ayant rapport à, ou affectant ou étant censé transférer aucun des lots de terrain ou partie d'iceux ci-dessus mentionnés, faits ou exécutés ci-devant, et tout enregistrement d'iceux, seront lus et interprétés conformément à la description rectifiée de tels lots de terrains et prémisses ci-dessus donnée, et tous contrats et instruments, et toutes entrées y ayant rapport, dans les livres d'enregistrement du et pour le comté d'Argenteuil, seront lus et interprétés et prendront effet comme si les numéros exacts du rang dans lequel les dits lots et chacun d'iceux sont situés, avaient été originairement insérés dans tel contrat ou instrument, le tout au même degré que si tel contrat ou instrument avait contenu la description exacte ci-dessus énoncée, et toutes prescriptions s'appliqueront de la même manière, à la dite description corrigée et non autrement.

Effet de ces  
contrats.

Mais tous contrats, transports ou autres instruments qui pourront, seront ou pourront ci-après être exécutés, se rapportant à tels lots, ne prendront et n'auront effet qu'en autant que les dits lots y seront décrits suivants la description rectifiée ci-dessus contenue.

## 43-44 VICTORIA, CHAPITRE 31. (QUÉBEC.)

ACTE POUR AMENDER L'ACTE DE CETTE PROVINCE, (42-43 VICT., CHAP. 46,) INTITULÉ : " ACTE POUR RECTIFIER LES LIGNES DE DIVISION ET ASSURER LES TITRES, DANS CERTAINS RANGS DU TOWNSHIP DE GRENVILLE.

[Sanctionné le 24 juillet, 1880.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. La section 4 de l'acte de cette province, 42-43 Victoria, <sup>S. 4, de 42-43</sup> chapitre 46, est amendée en retranchant, dans la neuvième <sup>V., c. 46,</sup> ligne d'icelle, le chiffre : " 7 " et le remplaçant par le <sup>amendée.</sup> chiffre : " 8, " et aussi en retranchant, dans les neuvième et dixième lignes de la dite section, les mots : " cent trois arpents et demi, " et les remplaçant par les mots : " quatre-vingt-dix-huit. "

2. Le présent acte viendra en force le jour de sa sanction. Acte en force.

## 45 VICTORIA, CHAPITRE 46. (QUÉBEC.)

ACTE POUR DÉFINIR LA POSITION DE CERTAINES LIGNES DANS LE CANTON DE CHESTER OUEST.

[Sanctionné le 27 mai, 1882.]

ATTENDU que des doutes et des difficultés se sont <sup>Préambule.</sup> élevés au sujet de la véritable position de certaines lignes et de certains lots, dans le canton de Chester Ouest, dans le comté d'Arthabaska, et qu'il est à propos de faire disparaître ces doutes ; A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. Le lot No. 15, dans le septième rang du dit canton de Chester Ouest, sera borné au sud-est, par une ligne tracée <sup>Position de</sup> en ou vers l'année 1864, par Antoine Gagnon, arpenteur <sup>certaines</sup> provincial, en prolongation de la limite sud-est du lot No. 15, dans le sixième rang du dit canton, comme la limite <sup>lignes, dé-</sup> nord-ouest du lot No. 14, dans le dit septième rang, sa <sup>nées.</sup> position ayant depuis été vérifiée par J. N. Castonguay, arpenteur provincial, en 1879 ; et la dite ligne formera la ligne véritable de division entre les lots No. 14 et No. 15, dans le dit septième rang ; et une prolongation de la dite

ligne vers le sud-ouest à la ligne de l'arrière du rang du chemin, formera la ligne véritable de division entre le lot No. 14 et le lot No. 15 dans le huitième rang du dit canton.

Droits acquis  
et causes pen-  
dantes non  
affectées.

2. Cet acte n'affectera en rien les droits qui peuvent avoir été acquis avant la passation du présent acte, ni les causes pendantes.

### 37 VICTORIA, CHAPITRE 18. (QUÉBEC.)

#### ACTE POUR CONFIRMER L'ARPENTAGE DE LA LIGNE DE DIVISION ENTRE LES CANTONS DE GRANTHAM ET UPTON.

[Sanctionné le 28 janvier, 1874.]

Préambule.

**C**ONSIDÉRANT que les cantons de Grantham et Upton ont été établis par lettres patentes, le premier à la date du quatorzième, et le dernier à la date du vingt-unième jour de mai de l'année mil huit cent, suivant les limites fixées d'après l'arpentage qui en a été effectivement fait par le sous-arpenteur James Rankin, en l'année mil sept cent quatre-vingt-seize et en l'année mil sept cent quatre-vingt-dix-sept, sous l'autorité de mandats émis par le gouvernement de l'époque ;

Et considérant qu'en l'année mil huit cent quinze, certaines terres sises dans la partie du dit canton de Grantham, qui est contiguë au canton d'Upton, ont été concédées par le gouvernement suivant le dit arpentage du sous-arpenteur James Rankin ;

Et considérant que, les terres situées sur les deux côtés de la ligne séparative des dits cantons de Grantham et Upton, tirée et établie suivant l'arpentage primitif susdit, étant demeurées dans un état inculte, la dite ligne est devenue perdue, ou qu'il y avait lieu de supposer qu'il n'en restait plus de traces, et que là-dessus, Emmanuel Couillard Desprès, arpenteur provincial, en l'année mil huit cent vingt-quatre, reçut instruction, sous l'autorité d'un ordre décerné par Son Excellence le gouverneur du Bas Canada pour le temps d'alors, de vérifier le dit arpentage primitif ;

Et considérant que, par suite d'une erreur grave commise par le dit Emmanuel Couillard Desprès en se trompant sur son point de départ, ses opérations en ce qui concerne la dite ligne de division, telles que par lui rapportées à l'arpenteur général en l'année mil huit cent vingt-sept, n'ont jamais été approuvées ou homologuées par le gouvernement ;

Et considérant que toutes les terres dans cette partie du dit canton d'Upton, le long de la dite ligne de division, ont été concédées aux prédécesseurs des possesseurs actuels, d'après le plan du dit Emmanuel Couillard Després qu'il a rectifié et corrigé sur son propre plan, mais non sur le terrain même, pour le rendre conforme au plan que le dit James Rankin a tracé de l'arpentage par lui fait du dit canton d'Upton ;

Et considérant que l'état douteux dans lequel se trouve la dite ligne de division, ayant donné lieu à plusieurs procès, et soulevé des questions de juridiction et autres difficultés, le gouverneur en conseil a, en l'année mil huit cent cinquante-quatre, ordonné de faire la vérification de la dite ligne ;

Et considérant que, le trentième jour d'octobre de l'an mil huit cent cinquante-cinq, W. W. O'Dwyer, arpenteur provincial, chargé de faire la dite vérification, a fait rapport qu'il avait trouvé une ligne qu'il prétendit être la ligne tirée par le dit James Rankin ;

Et considérant que la dite prétendue ligne, tortueuse dans toute son étendue, a été trouvée incorrecte, n'étant de fait rien autre chose qu'une ligne tracée à travers les bois pour servir à guider les premiers pionniers depuis Acton jusqu'à la rivière St-François ; et que le dit rapport a été en conséquence désapprouvé par le gouvernement d'alors ;

Et considérant que, sur le rapport de l'honorable George Etienne Cartier, alors procureur général pour le Bas Canada, le gouverneur en conseil, le ou vers le troisième jour de décembre de l'an mil huit cent cinquante-six, a ordonné de tirer la dite ligne sur le terrain, de manière à donner autant que les circonstances et la nature du cas pourraient le permettre, deux cents acres par chaque lot dans le canton de Grantham, avec la réserve ordinaire pour les chemins publics ;

Et considérant que, d'après les instructions du département des terres de la couronne, données en conformité du dit ordre en conseil en dernier lieu mentionné, le dit W. W. O'Dwyer a fait son rapport (procès-verbal) sur l'arpentage et le bornage de la dite ligne de division, daté le vingtième jour d'octobre de l'an mil huit cent cinquante-sept, en parfaite conformité avec le dit ordre en conseil en dernier lieu mentionné, et avec le plan original de l'arpentage primitif fait par le sus-nommé James Rankin, et maintenant déposé parmi les archives du bureau du commissaire des terres de la couronne de la province de Québec ;

Et considérant que les propriétaires de terrain dans cette partie du canton d'Upton, qui est contiguë au dit canton de Grantham, ont demandé, par pétition, que le

dit arpentage en dernier lieu mentionné du dit W. W. O'Dwyer, soit confirmé par l'autorité législative, et que l'intérêt public réclame que tous doutes sérieux soient enlevés à l'égard de la dite ligne qui sépare, non pas seulement deux cantons et deux comtés,—Bagot et Drummond,—et deux grands districts judiciaires,—Trois-Rivières et St-Hyacinthe ; et qu'il est juste et expédient que la véritable ligne de division entre les dits cantons soit pour toujours réglée et proclamée ;

À ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

La ligne tracée en dernier lieu par O'Dwyer, déclarée être la véritable ligne extérieure sud-ouest du canton de Grantham.

**1.** La ligne qui a été arpentée et établie par le dit W. W. O'Dwyer, suivant qu'il appert au rapport sus-mentionné, (procès-verbal) et au plan qui l'accompagne, datés tous deux le vingtième jour d'octobre mil huit cent cinquante-sept, et dont copies sont déposées dans le bureau du greffier du conseil législatif de cette province, comme partie des archives, sera, et est par le présent acte, déclarée être la ligne extérieure sud-ouest du dit canton de Grantham, suivant l'arpentage primitif, et la véritable et invariable ligne de division entre le dit canton de Grantham et le dit canton d'Upton.

Les pierres, etc., par lui plantées ou vérifiées serviront de bornes.

**2.** Les pierres, poteaux, et autres bornes plantés par le dit W. W. O'Dwyer, ou par lui vérifiées, pour marquer le tracé de la dite ligne de division, seront et sont par le présent acte déclarés être les véritables et invariables bornes de la dite division entre les dits cantons.

Copies de son rapport seront enregistrées dans Bagot et Drummond.

**3.** Une copie du dit rapport (procès-verbal) et du plan qui l'accompagne, sera déposée dans le bureau du registraire pour le comté de Bagot, et une autre copie dans le bureau du registraire pour le comté de Drummond.

Les droits des particuliers ne seront pas affectés.

**4.** Rien de ce qui est contenu au présent acte ne sera interprété comme fixant ou comme ayant pour but de fixer la ligne de division des terres adjacentes, de manière à affecter en quoi que ce soit les droits des particuliers à ou à l'égard de ces terres, ni n'aura l'effet de préjudicier en rien aux droits des particuliers.